

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201395]

21 FEVRIER 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, 8 et 9, modifié par le décret du 22 novembre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 portant conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets;

Vu l'avis 52.205/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 novembre 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o biomasse : les produits suivants :

a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique;

b) les déchets ci-après :

i. déchets végétaux agricoles et forestiers;

ii. déchets végétaux provenant du secteur de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée;

iii. déchets végétaux fibreux issus de la production de la pâte vierge et de la production du papier au départ de la pâte, s'ils sont co-incinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée;

iv. déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement et en particulier les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition;

v. déchets de liège;

2^o capacité nominale : la somme des capacités d'incinération des fours d'une installation d'incinération ou de coïncinération des déchets, telle que spécifiée par le constructeur et confirmée par l'exploitant, compte tenu de la valeur calorifique des déchets, exprimée en quantité de déchets incinérés en une heure;

3^o cheminée : une structure contenant une ou plusieurs conduites destinées à rejeter les gaz résiduels dans l'atmosphère;

4^o combustible solide produit localement : un combustible solide présent à l'état naturel, brûlé dans une installation de combustion spécifiquement conçue pour ce combustible, extrait

localement;

5^o déchet : un déchet tel que défini à l'article 2, 1^o du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

6^o déchet dangereux : un déchet dangereux tel que défini à l'article 2, 5^o du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

7^o déchets ménagers en mélange : les déchets ménagers ainsi que les déchets provenant des activités commerciales, industrielles et des administrations, qui, par leur nature et leur composition, sont analogues aux déchets ménagers, à l'exclusion des fractions répertoriées à la section 20 01 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets qui sont collectées séparément à la source et à l'exclusion des autres déchets répertoriés à la section 20 02 de cette annexe;

8^o dioxines et furannes : tous les dibenzo-p-dioxines et dibenzofurannes polychlores énumérés en annexe, partie 1^{re};

9^o gazole :

a) tout combustible liquide dérivé du pétrole, à l'exclusion des combustibles marins, classé sous les codes NC 2710 19 25, 2710 19 29, 2710 19 45 ou 2710 19 49, ou

b) tout combustible liquide dérivé du pétrole, à l'exclusion des combustibles marins, dont moins de 65 % en volume (pertes comprises) distillent à 250 °C et dont au moins 85 % en volume (pertes comprises) distillent à 350 °C selon la méthode ASTM D86.

Sont exclus de la présente définition :

1^o les carburants diesels, c'est-à-dire les gazoles relevant du code NC 2710 19 41 et utilisés pour la propulsion des véhicules visés dans les Directives 70/220/CEE du Conseil, du 20 mars 1970, concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures à prendre contre la pollution de l'air par les émissions des véhicules à moteur et 88/77/CEE du Conseil du 3 décembre 1987 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux mesures à prendre contre les émissions de gaz polluants provenant des moteurs Diesel destinés à la propulsion des véhicules;

2^o les combustibles utilisés pour les engins mobiles non routiers et les tracteurs agricoles;

10^o installation de combustion : tout dispositif technique dans lequel des produits combustibles sont oxydés en vue d'utiliser la chaleur ainsi produite;

11^o installation d'incinération des déchets : tout équipement ou unité technique fixe ou mobile destiné spécifiquement au traitement thermique de déchets, avec ou sans récupération de la chaleur produite par la combustion, par incinération par oxydation des déchets ou par tout autre procédé de traitement thermique, tel que la pyrolyse, la gazéification ou le traitement plasmétique, si les substances qui en résultent sont ensuite incinérées;

12° installation de coïncinération des déchets : une unité technique fixe ou mobile dont l'objectif essentiel est de produire de l'énergie ou des produits matériels, et qui utilise des déchets comme combustible habituel ou d'appoint, ou dans laquelle les déchets sont soumis à un traitement thermique en vue de leur élimination par incinération par oxydation ou par d'autres procédés de traitement thermique, tels que la pyrolyse, la gazéification ou le traitement plasmatisque, pour autant que les substances qui en résultent soient ensuite incinérées;

13° installation d'incinération ou de coïncinération des déchets existante : une des installations d'incinération ou de coïncinération des déchets suivantes :

a) qui est en activité et pour laquelle un permis a été délivré avant le 28 décembre 2002;

b) qui est agréée ou enregistrée en vue de l'incinération des déchets et pour laquelle un permis a été délivré avant le 28 décembre 2002 à condition que l'installation ait été mise en exploitation au plus tard le 28 décembre 2003;

c) qui, selon l'autorité compétente, a fait l'objet d'une demande de permis avant le 28 décembre 2002, à condition que l'installation ait été mise en exploitation au plus tard le 28 décembre 2004;

14° modification substantielle : une modification des caractéristiques ou du fonctionnement, ou une extension d'une installation d'incinération ou de coïncinération des déchets pouvant avoir des incidences négatives significatives sur la santé humaine ou sur l'environnement;

15° moteur à gaz : un moteur à combustion interne fonctionnant selon le cycle Otto et utilisant un allumage par étincelle ou, dans le cas de moteurs à double combustible, un allumage par compression pour brûler le combustible;

16° nouvelle installation d'incinération ou de coïncinération des déchets : toute installation d'incinération ou de coïncinération des déchets non couverte par la définition figurant au point 13;

17° résidu : tout déchet solide ou liquide produit par une installation d'incinération ou de coïncinération des déchets;

18° turbine à gaz : tout appareil rotatif qui convertit de l'énergie thermique en travail mécanique et consiste principalement en un compresseur, un dispositif thermique permettant d'oxyder le combustible de manière à chauffer le fluide de travail, et une turbine.

Art. 3. § 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux installations d'incinération des déchets et aux installations de coïncinération des déchets qui incinèrent ou coïncinèrent des déchets solides ou liquides et visées à la rubrique 90.24 de l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

Aux fins du présent arrêté, les installations d'incinération des déchets et les installations de coïncinération des déchets comprennent toutes les lignes d'incinération ou de coïncinération, les installations de réception, de stockage et de prétraitement sur place des déchets, les systèmes d'alimentation en déchets, en combustible et en air, les chaudières, les installations de traitement des gaz résiduaires, les installations de traitement ou de stockage sur place des résidus et des eaux usées, la cheminée, les appareils et systèmes de commande des opérations d'incinération ou de coïncinération, d'enregistrement et de surveillance des conditions d'incinération ou de coïncinération.

Si des procédés autres que l'oxydation, tels que la pyrolyse, la gazéification ou le traitement plasmatisque, sont appliqués pour le traitement thermique des déchets, l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets inclut à la fois le procédé de traitement thermique et le procédé ultérieur d'incinération des déchets.

Si la coïncinération des déchets a lieu de telle manière que l'objectif essentiel de l'installation n'est pas de produire de l'énergie ou des produits matériels, mais plutôt d'appliquer aux déchets un traitement thermique, l'installation doit être considérée comme une installation d'incinération des déchets.

§ 2. Le présent arrêté ne s'applique pas aux installations de gazéification ou de pyrolyse, si les gaz issus de ce traitement thermique des déchets sont purifiés au point de n'être plus des déchets avant leur incinération et s'ils ne peuvent donner lieu à des émissions supérieures à celles résultant de l'utilisation de gaz naturel.

Le présent arrêté ne s'applique pas aux installations suivantes :

1° installations où sont traités exclusivement les déchets énumérés à l'article 2, 1°, b);

2° installations expérimentales de recherche, de développement et d'essais visant à améliorer le processus d'incinération et traitant moins de 50 tonnes de déchets par an.

CHAPITRE II. — *Exploitation*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 4. Les sites des installations d'incinération des déchets et des installations de coïncinération des déchets, y compris les zones de stockage des déchets qui y sont associées, sont conçus et exploités de manière à prévenir le rejet non autorisé et accidentel de toute substance polluante dans le sol, les eaux de surface et les eaux souterraines.

Art. 5. Sans préjudice de l'article 8, § 4, 3°, en cas de dépassement des valeurs limites d'émission, l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets ou les différents fours faisant partie de l'installation d'incinération ou de coïncinération ne peuvent pas incinérer des déchets pendant plus de quatre heures sans interruption.

La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions ne dépasse pas soixante heures.

Les limites horaires définies à l'alinéa 2 s'appliquent aux fours qui sont reliés à un seul système d'épuration des gaz résiduaires.

Art. 6. En cas de panne, l'exploitant réduit ou interrompt l'exploitation de l'installation dès que faisable, jusqu'à ce qu'elle puisse se remettre à fonctionner normalement.

Section 2. — Livraison et réception des déchets

Art. 7. § 1^{er}. L'exploitant de l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets prend toutes les précautions nécessaires en ce qui concerne la livraison et la réception des déchets dans le but de prévenir ou de limiter dans toute la mesure du possible la pollution de l'air, du sol, des eaux de surface et des eaux souterraines, ainsi que d'autres effets négatifs sur l'environnement, les odeurs, le bruit et les risques directs pour la santé humaine.

§ 2. L'exploitant détermine la masse de chaque type de déchets, si possible conformément aux catégories des déchets définies à l'annexe I^{re} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets, avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets.

§ 3. Avant d'accepter des déchets dangereux dans une installation d'incinération ou de coïncinération des déchets, l'exploitant rassemble des informations sur les déchets, dans le but de vérifier que les conditions spécifiées aux articles 19, § 6, et 46, § 6, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement sont respectées.

Ces informations comprennent :

1° toutes les informations administratives sur le processus de production contenues dans les documents visés au § 4, 1°;

2° la composition physique et, dans la mesure de ce qui est faisable, chimique des déchets ainsi que toutes les autres informations permettant de juger s'ils sont aptes à subir le traitement d'incinération prévu;

3° les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent être mélangés et les précautions à prendre lors de leur manipulation.

§ 4. Avant d'accepter des déchets dangereux dans une installation d'incinération ou de coïncinération des déchets, l'exploitant effectue au minimum les procédures suivantes :

1° vérification des documents exigés aux termes du Règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets, de l'arrêté de l'exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, des conditions particulières contenues dans l'autorisation de l'établissement ainsi que de la législation relative au transport des marchandises dangereuses;

2° sauf si cela n'est pas approprié par exemple dans le cas des déchets d'activités de soins à risque infectieux, prélèvement d'échantillons représentatifs, avant le déchargement au sein de l'établissement, afin de vérifier, au moyen de contrôles, leur conformité avec les informations prévues au § 3 et afin de permettre aux autorités compétentes de déterminer la nature des déchets traités.

Les échantillons visés au 2° sont conservés au moins un mois après l'incinération ou la coïncinération des déchets concernés.

§ 5. Les §§ 2, 3 et 4 ne s'appliquent pas aux installations d'incinération ou de coïncinération des déchets faisant partie d'une installation relevant de l'annexe XXIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et qui incinèrent ou coïncinèrent uniquement les déchets produits dans cette installation.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 8. § 1^{er}. Les installations d'incinération des déchets sont exploitées de manière à atteindre un niveau d'incinération tel que la teneur en carbone organique total des cendres et mâchefers soit inférieure à trois pour cent du poids sec de ces matériaux ou que leur perte au feu soit inférieure à cinq pour cent de ce poids sec. Des techniques de prétraitement des déchets sont utilisées, si nécessaire.

§ 2. Les installations d'incinération des déchets sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables, les gaz résultant de l'incinération des déchets soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C au minimum pendant au moins deux secondes.

Les installations de coïncinération des déchets sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables, les gaz résultant de la coïncinération des déchets soient portés, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850 °C au minimum pendant au moins deux secondes.

Si des déchets dangereux ayant une teneur en substances organiques halogénées, exprimée en chlore, supérieure à un pour cent sont incinérés ou coïncinérés, la température requise pour satisfaire aux alinéas 1^{er} et 2 est d'au moins 1100 °C.

Dans les installations d'incinération des déchets, les températures visées aux alinéas 1^{er} et 3 sont mesurées à proximité de la paroi interne de la chambre de combustion ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion autorisé par l'autorité compétente.

§ 3. Chaque chambre de combustion d'une installation d'incinération des déchets est équipée d'au moins un brûleur d'appoint, qui s'enclenche automatiquement lorsque la température des gaz de combustion tombe en dessous des températures prescrites au § 2 après la dernière injection d'air de combustion. Ces brûleurs sont aussi utilisés dans les phases de démarrage et de mise à l'arrêt afin de maintenir ces températures en permanence pendant ces phases et aussi longtemps que des déchets non brûlés se trouvent dans la chambre de combustion.

Les brûleurs auxiliaires ne peuvent pas être alimentés avec des combustibles pouvant provoquer des émissions plus importantes que celles qu'entraînerait la combustion de gazole, de gaz liquide ou de gaz naturel.

§ 4. Les installations d'incinération des déchets et les installations de coïncinération des déchets utilisent un système automatique qui empêche l'alimentation en déchets dans les situations suivantes :

1° pendant la phase de démarrage, jusqu'à ce que la température prescrite au § 2, ou la température précisée conformément à l'article 9, alinéa 1^{er}, ait été atteinte;

2° chaque fois que la température prescrite au § 2, ou la température précisée conformément à l'article 9, alinéa 1^{er}, n'est pas maintenue;

3° chaque fois que les mesures en continu montrent qu'une des valeurs limites d'émission est dépassée en raison de dérèglements ou de défaillances des systèmes d'épuration des gaz résiduels.

§ 5. La chaleur produite par les installations d'incinération ou de coïncinération des déchets est valorisée dans la mesure de ce qui est faisable.

§ 6. Les déchets hospitaliers infectieux sont introduits directement dans le four, sans être mélangés au préalable à d'autres catégories de déchets et sans être manipulés directement.

§ 7. L'exploitation et la gestion de l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets sont assurées par une personne physique titulaire d'un diplôme d'ingénieur civil, de master en sciences, de bio-ingénieur ou d'ingénieur industriel ou de tout diplôme équivalent ou, à défaut, une attestation justifiant l'expérience en gestion des déchets.

Art. 9. L'autorité compétente peut fixer des conditions particulières différentes de celles fixées à l'article 8, §§ 1^{er}, 2 et 3 et, en ce qui concerne la température, au § 4 du même article, pour certaines catégories de déchets ou pour certains traitements thermiques, à condition que les autres exigences du présent arrêté soient respectées.

Pour les installations d'incinération des déchets, la modification des conditions d'exploitation ne se traduit pas par une production de résidus plus importante ou par une production de résidus plus riches en substances organiques polluantes par rapport aux résidus qui auraient été obtenus dans les conditions prévues à l'article 8, §§ 1^{er}, 2 et 3.

Les émissions de carbone organique total et de monoxyde de carbone des installations de coïncinération des déchets qui ont obtenu une autorisation de modification des conditions d'exploitation conformément à l'alinéa 1^{er} sont également conformes aux valeurs limites fixées en annexe, partie 2.

Les émissions de carbone organique total des chaudières à écorce utilisées dans l'industrie de la pâte à papier et du papier, qui coïncident des déchets sur le lieu de leur production, qui étaient en exploitation et disposaient d'un permis avant le 28 décembre 2002 et qui ont obtenu une autorisation de modification de leurs conditions d'exploitation conformément à l'alinéa 1^{er}, sont également conformes aux valeurs limites fixées en annexe, partie 2.

Art. 10. Une modification dans l'exploitation d'une installation d'incinération ou de coïncinération des déchets ne traitant que des déchets non dangereux au sein d'une installation relevant de l'annexe XXIII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, qui implique l'incinération ou la coïncinération de déchets dangereux est considérée comme une modification substantielle.

CHAPITRE III. — *Air*

Art. 11. Les gaz résiduels des installations d'incinération des déchets et des installations de coïncinération des déchets sont rejetés de manière contrôlée, par une cheminée dont la hauteur est calculée de façon à préserver la santé des personnes et l'environnement.

Les émissions atmosphériques des installations d'incinération des déchets et des installations de coïncinération des déchets ne dépassent pas les valeurs limites d'émission fixées en annexe, parties 2 et 3, ou déterminées conformément à la partie 3 de ladite annexe.

Si, dans une installation de coïncinération des déchets, plus de 40 % du dégagement de chaleur produit provient de déchets dangereux, ou si l'installation coïncinère des déchets ménagers en mélange non traités, les valeurs limites d'émission fixées en annexe, partie 2, s'appliquent.

Si une installation également visée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion et utilisant des combustibles solides produits localement, avec coïncinération de déchets, ne peut pas respecter les valeurs limites d'émission de dioxyde de soufre (Cprocédé) visées en annexe, partie 3, point 3.1) ou point 3.2), en raison des caractéristiques de ce combustible, l'autorité compétente peut appliquer, au lieu desdites valeurs, les taux minimaux de désulfuration fixés dans la partie 5 de l'annexe de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de combustion, et ce, conformément aux critères visés dans la partie 6 de l'annexe de cet arrêté. La valeur ^Cdéchets visée à l'annexe, partie 3, point 1) est égale à 0 mg/Nm³.

CHAPITRE IV. — *Eau*

Art. 12. § 1^{er}. Le rejet en milieu aquatique des eaux usées résultant de l'épuration des gaz résiduels est limité et les concentrations de substances polluantes ne dépassent pas les valeurs limites d'émission fixées en annexe, partie 4.

§ 2. Les valeurs limites d'émission sont applicables au point où les eaux usées provenant de l'épuration des gaz résiduels sont évacuées de l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets.

Lorsque les eaux usées provenant de l'épuration de gaz résiduels sont traitées en dehors de l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets dans une station d'épuration exclusivement destinée à épurer ce type d'eaux usées, l'exploitant s'assure que les valeurs limites d'émission fixées en annexe, partie 4, sont appliquées au point où les eaux usées quittent la station d'épuration.

Lorsque les eaux usées provenant de l'épuration des gaz résiduels sont traitées conjointement avec d'autres sources d'eaux usées, que ce soit sur place ou en dehors du site, l'exploitant effectue les calculs de bilan massique appropriés en utilisant les résultats des mesures indiqués en annexe, partie 5, point 3, afin de déterminer quels sont les niveaux d'émission qui, au point de rejet final des eaux usées, peuvent être attribués aux eaux usées provenant de l'épuration des gaz résiduels.

La dilution d'eaux usées ne peut en aucun cas être pratiquée aux fins d'assurer le respect des valeurs limites d'émission indiquées en annexe, partie 4.

§ 3. Un collecteur est prévu pour récupérer les eaux de pluie contaminées s'écoulant du site de l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets, ou l'eau contaminée résultant de débordements ou d'opérations de lutte contre l'incendie. La capacité de stockage de ce collecteur est suffisante pour que ces eaux puissent être, au besoin, analysées et traitées avant rejet.

CHAPITRE V. — *Résidus*

Art. 13. La quantité et la nocivité des résidus sont réduites au minimum. Les résidus sont recyclés directement dans l'installation ou à l'extérieur conformément au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Le transport et le stockage intermédiaire des résidus secs à l'état de poussières sont effectués de manière à éviter la dispersion de ces résidus dans l'environnement.

Avant de définir les filières d'élimination ou de recyclage des résidus, des essais appropriés sont réalisés afin de déterminer les caractéristiques physiques et chimiques ainsi que le potentiel polluant des résidus. Ces essais portent sur la fraction soluble totale et sur la fraction soluble de métaux lourds.

CHAPITRE VI. — *Contrôle*

Art. 14. L'installation et le fonctionnement des systèmes de mesure automatisés sont soumis au contrôle et aux essais annuels de surveillance définis en annexe, partie 5, point 1.

Les conditions particulières déterminent l'emplacement des points d'échantillonnage ou de mesure qui serviront à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau.

La surveillance des émissions est réalisée conformément aux prescriptions en annexe, parties 5 et 6.

Art. 15. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés, traités et présentés de manière à permettre au fonctionnaire chargé de la surveillance de vérifier que les conditions d'exploitation et les valeurs limites d'émission prescrites dans l'autorisation sont respectées.

Art. 16. Les valeurs limites d'émission dans l'air et dans l'eau sont considérées comme respectées si les conditions énoncées en annexe, partie 7, sont remplies.

Art. 17. § 1^{er}. Chaque année avant le 31 mars, l'exploitant d'une installation d'incinération ou de coïncinération de déchets dont la capacité nominale est égale ou supérieure à deux tonnes par heure envoie à l'autorité compétente et au fonctionnaire chargé de la surveillance un rapport.

Ce rapport porte sur le fonctionnement et la surveillance de l'installation et couvre l'année antérieure.

Le rapport comporte, au minimum, des informations sur :

1° le déroulement des opérations en les comparant avec les dispositions reprises dans la décision d'octroi;

2° les émissions dans l'atmosphère et dans l'eau par rapport aux normes d'émission fixées dans le présent arrêté.

Ce rapport est mis à la disposition du public.

§ 2. La Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, représentée par son directeur général dresse, en outre, chaque année avant le 31 mars, la liste des installations d'incinération ou de coïncinération de déchets dont la capacité nominale est égale ou inférieure à deux tonnes par heure. La liste porte sur l'existence des dites installations pour l'année antérieure. Cette liste est mise à la disposition du public.

CHAPITRE VII. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 portant conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets est abrogé.

Art. 19. Sans préjudice des dispositions transitoires prévues en annexe, le présent arrêté produit ses effets le 7 janvier 2013.

Art. 20. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 février 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE

**Dispositions techniques applicables aux installations d'incinération des déchets
et aux installations de coïncinération des déchets**

Partie 1. — Facteurs d'équivalence pour les dibenzoparadioxines et les dibenzofurannes

Pour déterminer la concentration totale des dioxines et des furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dibenzoparadioxines et dibenzofurannes énumérés ci-après par les facteurs d'équivalence suivants :

	Facteur d'équivalent toxique
2,3,7,8 — Tétrachlorodibenzodioxine (TCDD)	1
1,2,3,7,8 — Pentachlorodibenzodioxine (PeCDD)	0.5
1,2,3,4,7,8 — Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0.1
1,2,3,6,7,8 — Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0.1
1,2,3,7,8,9 — Hexachlorodibenzodioxine (HxCDD)	0.1
1,2,3,4,6,7,8 — Heptachlorodibenzodioxine (HpCDD)	0.01
Octachlorodibenzodioxine (OCDD)	0.001
2,3,7,8 — Tétrachlorodibenzofuranne (TCDF)	0.1
2,3,4,7,8 — Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0.5
1,2,3,7,8 — Pentachlorodibenzofuranne (PeCDF)	0.05
1,2,3,4,7,8 — Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0.1
1,2,3,6,7,8 — Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0.1
1,2,3,7,8,9 — Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0.1
2,3,4,6,7,8 — Hexachlorodibenzofuranne (HxCDF)	0.1
1,2,3,4,6,7,8 — Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0.01
1,2,3,4,7,8,9 — Heptachlorodibenzofuranne (HpCDF)	0.01
Octachlorodibenzofuranne (OCDF)	0.001

Partie 2. — Valeurs limites d'émission dans l'air pour les installations d'incinération des déchets

1. Toutes les valeurs limites d'émission sont calculées à une température de 273,15 K, à une pression de 101,3 kPa et après correction en fonction de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduels. Elles sont normalisées pour une teneur en oxygène des gaz résiduels de onze pour cent, sauf en cas d'incinération d'huiles minimales usagées, telles que définies à l'article 1^{er}, 1^o, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées où elles sont normalisées pour une teneur en oxygène de trois pour cent, et dans les cas visés au point 2.7 de la partie 5.

1.1. Valeurs limites d'émission journalière moyenne des substances polluantes suivantes (mg/Nm³) :

Poussières totales	10
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT)	10
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10
Fluorure d'hydrogène (HF)	1
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimée en NO ₂ pour les installations d'incinération des déchets existantes dont la capacité nominale est supérieure à six tonnes par heure ou pour les nouvelles installations d'incinération des déchets	200

Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimée en NO ₂ pour les installations d'incinération des déchets existantes dont la capacité nominale est inférieure ou égale à six tonnes par heure	400
---	-----

1.2. Valeurs limites d'émission moyenne sur une demi-heure des substances polluantes suivantes (mg/Nm³) :

	(100 %) A	(97 %) B
Poussières totales	30	10
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (COT)	20	10
Chlorure d'hydrogène (HCl)	60	10
Fluorure d'hydrogène (HF)	4	2
Dioxyde de soufre (SO ₂)	200	50
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimée en NO ₂ pour les installations d'incinération des déchets existantes dont la capacité nominale est supérieure à six tonnes par heure ou pour les nouvelles installations d'incinération des déchets	400	200

1.3. Valeurs limites d'émission moyennes (mg/Nm³) des métaux lourds ci-après, sur une période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum :

Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	Total : 0,05
Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0.05
Antimoine et ses composés, exprimés en antimoine (Sb)	Total : 0,5
Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	
Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	
Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr)	
Cobalt et ses composés, exprimés en cobalt (Co)	
Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	
Manganèse et ses composés, exprimés en manganèse (Mn)	
Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	
Vanadium et ses composés, exprimés en vanadium (V)	

Ces moyennes s'appliquent également aux émissions correspondantes de métaux lourds et de leurs composés à l'état de gaz ou de vapeur.

1.4. Valeurs limites d'émission moyennes (ng/Nm³) de dioxines et de furannes sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum. La valeur limite d'émission se rapporte à la concentration totale de dioxines et de furannes calculée conformément à la partie 1 :

Dioxines et furannes	0.1
----------------------	-----

1.5. Valeurs limites d'émission (mg/Nm³) de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz résiduaux :

- a) 50 en moyenne journalière;
- b) 100 en moyenne sur trente minutes;
- c) 150 en moyenne sur dix minutes.

L'autorité compétente peut accorder des dérogations aux valeurs limites d'émission fixées dans le présent point pour les installations d'incinération des déchets utilisant la technologie à lit fluidisé pour autant que l'autorisation fixe une valeur limite d'émission de monoxyde de carbone (CO) ne dépassant pas 100 mg/Nm³ en moyenne horaire.

Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions peut fixer des règles régissant les dérogations prévues au présent point.

2. Valeurs limites d'émission applicables dans les circonstances décrites aux articles 5 et 6 :

La concentration totale de poussières dans les émissions atmosphériques d'une installation d'incinération des déchets ne dépasse en aucun cas 150 mg/Nm³ en moyenne sur une demi-heure. Les valeurs limites d'émission de COT et de CO dans l'air fixées aux points 1.2 et 1.5 b) ne sont pas dépassées.

Partie 3. — Détermination des valeurs limites d'émission dans l'air pour la coïncinération des déchets

1. La formule ci-après (règle des mélanges) s'applique dès lors qu'une valeur limite d'émission totale spécifique « C » n'est pas fixée dans un tableau de la présente partie.

La valeur limite d'émission de chaque substance polluante en cause et de CO dans les gaz résiduaux résultant de la coïncinération de déchets se calcule comme suit :

$$\frac{V_{\text{déchets}} \times C_{\text{déchets}} + V_{\text{procédé}} \times C_{\text{procédé}}}{V_{\text{déchets}} + V_{\text{procédé}}} = C$$

$V_{\text{déchets}}$: volume des gaz résiduaux résultant de l'incinération de déchets exclusivement, déterminé à partir des déchets ayant la plus faible valeur calorifique spécifiée dans l'autorisation et normalisé aux conditions définies par le présent arrêté.

Si la quantité de chaleur libérée par l'incinération de déchets dangereux atteint moins de dix pour cent de la chaleur totale libérée par l'installation, $V_{\text{déchets}}$ doit être calculé à partir d'une quantité (théorique) de déchets qui, s'ils étaient incinérés, produiraient un dégagement de chaleur de dix pour cent, la chaleur totale dégagée étant fixée.

$C_{\text{déchets}}$: valeurs limites d'émission applicables aux installations d'incinération des déchets, fixées dans la partie 2.

$V_{\text{procédé}}$: volume des gaz résiduaux résultant du fonctionnement de l'installation, y compris de la combustion des combustibles autorisés habituellement utilisés dans l'installation (à l'exclusion des déchets), déterminé sur la base de la teneur en oxygène à laquelle les émissions doivent être rapportées, conformément à la législation de l'Union ou nationale. En l'absence de dispositions législatives pour ce type d'installation, il convient d'utiliser la teneur réelle en oxygène des gaz résiduaux non dilués par addition d'air non indispensable au procédé.

$C_{\text{procédé}}$: valeurs limites d'émission fixées dans la présente partie pour certaines activités industrielles ou, en l'absence de telles valeurs, valeurs limites d'émission applicables aux installations qui sont conformes aux dispositions législatives, réglementaires et administratives nationales relatives à ces installations et qui brûlent des combustibles normalement autorisés (à l'exclusion des déchets). En l'absence de telles dispositions, ce sont les valeurs limites d'émission fixées dans l'autorisation qui sont utilisées. En l'absence de valeurs fixées dans l'autorisation, ce sont les concentrations massiques réelles qui sont utilisées.

C : valeurs limites d'émission totale pour une teneur en oxygène fixée dans la présente partie, pour certaines activités industrielles et certaines substances polluantes ou, en l'absence de telles valeurs, valeurs limites d'émission totale en lieu et place des valeurs limites d'émission fixées dans les parties appropriées de la présente annexe. La teneur totale en oxygène remplaçant la teneur en oxygène aux fins de l'uniformisation est déterminée sur la base de la teneur mentionnée ci-dessus, en respectant les volumes partiels.

Toutes les valeurs limites d'émission sont calculées à une température de 273,15 K, à une pression de 101,3 kPa et après correction en fonction de la teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux.

Le Ministre ayant l'environnement dans ses attributions peut fixer des règles régissant les dérogations prévues dans la présente partie.

2. Dispositions spéciales pour les fours à ciment coïncinérant des déchets.

2.1. Les valeurs limites d'émission fixées aux points 2.2 et 2.3 s'entendent comme des moyennes journalières pour les poussières totales, le HCl, le HF, les NOx, le SO₂ et le COT (mesures en continu), comme des moyennes sur une période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum pour les métaux lourds, et comme des moyennes sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de 8 heures au maximum pour les dioxines et les furannes.

Toutes les valeurs sont normalisées pour une teneur en oxygène de dix pour cent.

Les valeurs moyennes sur une demi-heure sont uniquement nécessaires pour calculer les moyennes journalières.

2.2. C - valeurs limites d'émission totale (mg/Nm³, sauf pour les dioxines et les furannes) des substances polluantes suivantes :

Substance polluante	C
Poussières totales	30
HCl	10
HF	1
NOx	500
Cd + Tl	0,05
Hg	0,05
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5
Dioxines et furannes (ng/Nm ³)	0,1

Note

Jusqu'au 1^{er} janvier 2016, l'autorité compétente peut autoriser des dérogations à la valeur limite pour les NOx pour les fours Lepol et les fours rotatifs longs, pour autant que l'autorisation fixe pour le NOx une valeur limite d'émission totale n'excédant pas 800 mg/Nm³.

2.3. C - valeurs limites d'émission totale (mg/Nm³) de SO₂ et de COT :

Substance polluante	C
SO ₂	50
TOC	10

L'autorité compétente peut accorder des dérogations aux valeurs limite d'émission fixées dans le présent point dans les cas où le CO₂ et le SO₂ ne proviennent pas de la coïncinération de déchets.

2.4. Valeurs limites d'émission totale pour le CO

Les conditions particulières fixent des valeurs limites d'émission pour le CO.

3. Dispositions spéciales pour les installations de combustion coïncinérant des déchets

3.1. C_{procédé} exprimé en moyennes journalières (mg/Nm³) :

Ces valeurs sont d'application jusqu'au 31 décembre 2015 pour les installations de combustion autorisées avant le 7 janvier 2013, ou pour lesquelles les exploitants ont introduit une demande d'autorisation avant cette date, sous réserve que les installations soient mises en service au plus tard le 7 janvier 2014.

Ces valeurs sont d'application jusqu'au 6 janvier 2013 pour les installations de combustion ne relevant pas de l'alinéa premier.

Pour le calcul de la puissance thermique nominale totale des installations de combustion, les règles de cumul suivantes s'appliquent :

* Lorsque les gaz résiduaires d'au moins deux installations de combustion distinctes sont rejetés par une cheminée commune, l'ensemble formé par ces installations est considéré comme une seule installation de combustion et les capacités de chacune d'elles s'additionnent aux fins du calcul de la puissance thermique nominale totale.

* Si au moins deux installations de combustion distinctes autorisées pour la première fois le 1^{er} juillet 1987 ou après ou pour lesquelles les exploitants ont introduit une demande complète d'autorisation à cette date ou après sont construites de telle manière que leurs gaz résiduaires pourraient, selon l'autorité compétente et compte tenu des facteurs techniques et économiques, être rejetés par une cheminée commune, l'ensemble formé par ces installations est considéré comme une seule installation de combustion, et les capacités de chacune d'elles s'additionnent aux fins du calcul de la puissance thermique nominale totale.

* Aux fins du calcul de la puissance thermique nominale totale d'un ensemble d'installations de combustion visé aux §§ 1^{er} et 2, les installations dont la puissance thermique nominale est inférieure à 15 MW ne sont pas prises en compte.

Les valeurs moyennes sur une demi-heure sont uniquement nécessaires pour calculer les moyennes journalières.

C_{procédé} pour les combustibles solides à l'exception de la biomasse (teneur en O₂ de 6 %) :

Substances polluantes	< 50 MWth	50-100 MWth	100 à 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	850	200	200
NOx	-	400	200	200
Poussières	50	50	30	30

C_{procédé} pour la biomasse (teneur en O₂ de 6 %) :

Substances polluantes	< 50 MWth	50 à 100 MWth	100 à 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	200	200	200
NOx	-	350	300	200
Poussières	50	50	30	30

C_{procédé} pour les combustibles liquides (teneur en O₂ de 3 %) :

Substances polluantes	< 50 MWth	50 à 100 MWth	100 à 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	850	400 à 200 (décroissance linéaire de 100 à 300 MWth)	200
NOx	-	400	200	200
Poussières	50	50	30	30

3.2. C_{procédé} exprimé en moyennes journalières (mg/Nm³) :

Ces valeurs sont d'application à partir du 1^{er} janvier 2016 pour les installations de combustion visées au point 3.1, alinéa 1^{er} de la présente partie et à partir du 7 janvier 2013 pour celles visées au point 3.1, alinéa 2. Pour le calcul de la puissance thermique nominale totale des installations de combustion, les règles de cumul définies au point 3.1 de la présente partie s'appliquent. Les valeurs moyennes sur une demi-heure sont uniquement nécessaires pour calculer les moyennes journalières.

3.2.1. C_{procédé} pour les installations de combustion visées au point 3.1, alinéa 1^{er}, à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz.

C_{procédé} pour les combustibles solides à l'exception de la biomasse (teneur en O₂ de six pour cent) :

Substances polluantes	< 50 MWth	50-100 MWth	100 à 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	400 (pour la tourbe : 300)	200	200
NOx	-	300 (pour le lignite pulvérisé : 400)	200	200
Poussières	50	30	25 (pour la tourbe : 20)	20

$C_{\text{procédé}}$ pour la biomasse (teneur en O_2 de six pour cent) :

Substances polluantes	< 50 MWth	50 à 100 MWth	100 à 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	200	200	200
NOx	-	300	250	200
Poussières	50	30	20	20

$C_{\text{procédé}}$ pour les combustibles liquides (teneur en O_2 de trois pour cent) :

Substances polluantes	< 50 MWth	50 à 100 MWth	100 à 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	350	250	200
NOx	-	400	200	150
Poussières	50	30	25	20

3.2.2. $C_{\text{procédé}}$ pour les installations de combustion visées au point 3.1, alinéa 2 à l'exception des turbines à gaz et des moteurs à gaz.

$C_{\text{procédé}}$ pour les combustibles solides à l'exception de la biomasse (teneur en O_2 de six pour cent) :

Substances polluantes	< 50 MWth	50 à 100 MWth	100 à 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	400 (pour la tourbe : 300)	200 (pour la tourbe : 300, sauf en cas de combustion en lit fluidisé : 250)	150 (pour la combustion en lit fluidisé sous pression ou circulant ou, en cas de combustion de tourbe, pour toutes les combustions en lit fluidisé : 200)
NOx	-	300 (pour la tourbe : 250)	200	150 (pour la combustion de lignite pulvérisé : 200)
Poussières	50	20	20	10 (pour la tourbe : 20)

$C_{\text{procédé}}$ pour la biomasse (teneur en O_2 de six pour cent) :

Substances polluantes	< 50 MWth	50 to 100 MWth	100 à 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	200	200	150
NOx	-	250	200	150
Poussières	50	20	20	20

$C_{\text{procédé}}$ pour les combustibles liquides (teneur en O_2 de trois pour cent) :

Substances polluantes	< 50 MWth	50 à 100 MWth	100 à 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	350	200	150
NOx	-	300	150	100
Poussières	50	20	20	10

3.3. C - valeurs limites d'émission totale de métaux lourds (mg/Nm³) exprimées en valeurs moyennes sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum (teneur en O_2 de 6 % pour les combustibles solides et de trois pour cent pour les combustibles liquides)

Substances polluantes	C
Cd + Tl	0,05
Hg	0,05
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5

3.4. C - valeur limite d'émission totale (ng/Nm³) pour les dioxines et les furannes exprimée en valeur moyenne sur la période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum (teneur en O_2 de six pour cent pour les combustibles solides et de trois pour cent pour les combustibles liquides).

Substances polluantes	C
Dioxines et furannes	0,1

4. Dispositions spéciales pour les installations de coïncinération des déchets des secteurs industriels non visés aux points 2 et 3 de la présente partie.

4.1. C - valeur limite d'émission totale (ng/Nm³) de dioxines et de furannes exprimée en moyenne sur la période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum :

Substances polluantes	C
Dioxines et furannes	0,1

4.2. C - valeurs limites d'émission totale (mg/Nm³) de métaux lourds exprimées en moyennes sur la période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum :

Substances polluantes	C
Cd + Tl	0,05
Hg	0,05

Partie 4. — Valeurs limites d'émission pour les rejets d'eaux usées résultant de l'épuration des gaz résiduaux

Substances polluantes	Valeurs limites d'émission pour des échantillons non filtrés (mg/l sauf dans le cas des dioxines et furannes)	
	(95 %)	(100 %)
1. Total des solides en suspension	30	45
2. Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,03	
3. Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd)	0,05	
4. Thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05	
5. Arsenic et ses composés, exprimés en arsenic (As)	0,15	
6. Plomb et ses composés, exprimés en plomb (Pb)	0,2	
7. Chrome et ses composés, exprimés en chrome (Cr)	0,5	
8. Cuivre et ses composés, exprimés en cuivre (Cu)	0,5	
9. Nickel et ses composés, exprimés en nickel (Ni)	0,5	
10. Zinc et ses composés, exprimés en zinc (Zn)	1,5	
11. Dioxines et furannes	0,3 ng/l	

Partie 5. — Surveillance des émissions

1. Techniques de mesure

1.1. Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'atmosphère et dans l'eau sont effectuées de manière représentative.

1.2. L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris des dioxines et des furannes, ainsi que l'assurance de qualité des systèmes de mesure automatisés et les méthodes de mesure de référence utilisées pour l'étalonnage de ces systèmes sont réalisés conformément aux normes CEN. En l'absence de normes CEN, les normes ISO, les normes nationales ou d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données de qualité scientifique équivalente sont applicables. Les systèmes de mesure automatisés sont contrôlés au moyen de mesures en parallèle selon les méthodes de référence, au moins une fois par an.

1.3. En ce qui concerne les valeurs limites d'émission journalières, les valeurs des intervalles de confiance à nonante-cinq pour cent d'un seul résultat mesuré ne doivent pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

Monoxyde de carbone :	10 %
Dioxyde de soufre :	20 %
Dioxyde d'azote :	20 %
Poussières totales :	30 %
Carbone organique total :	30 %
Chlorure d'hydrogène :	40 %
Fluorure d'hydrogène :	40 %

Les émissions dans l'air et dans l'eau sont périodiquement mesurées conformément aux points 1.1 et 1.2.

1. Mesures des polluants atmosphériques

2.1. Les polluants atmosphériques font l'objet des mesures suivantes :

a) mesures en continu des substances suivantes : NO_x, à condition que des valeurs limites d'émission soient fixées, CO, poussières totales, COT, HCl, HF, et SO₂;

b) mesures en continu des paramètres d'exploitation suivants : température à proximité de la paroi interne ou à un autre point représentatif de la chambre de combustion autorisé par l'autorité compétente, concentration en oxygène, pression, température et teneur en vapeur d'eau des gaz résiduaux;

c) au moins deux mesures par an des métaux lourds, des dioxines et des furannes; toutefois, au cours des douze premiers mois d'exploitation, une mesure est effectuée au moins tous les trois mois.

2.2. Le temps de séjour, ainsi que la température minimale et la teneur en oxygène des gaz résiduaux doivent faire l'objet de vérifications appropriées au moins une fois lors de la mise en service de l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets, et dans les conditions d'exploitation les plus défavorables que l'on puisse prévoir.

2.3. La mesure en continu du fluorure d'hydrogène (HF) peut être omise si l'on applique au chlorure d'hydrogène (HCl) des traitements garantissant que les valeurs limites d'émission de chlorure d'hydrogène (HCl) ne sont pas dépassées. Dans ce cas, les émissions de fluorure d'hydrogène (HF) font l'objet de mesures périodiques comme indiqué au point 2.1 c).

2.4. La mesure en continu de la teneur en vapeur d'eau n'est pas nécessaire lorsque les gaz résiduaux échantillonnés sont séchés avant l'analyse des émissions.

2.5. L'autorité compétente peut décider de ne pas exiger de mesures en continu du HCl, du HF et du SO₂ dans les installations d'incinération ou de coïncinération des déchets, et d'exiger des mesures périodiques conformément au point 2.1 c) ou de n'exiger aucune mesure si l'exploitant peut prouver que les émissions de ces substances polluantes ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission fixées.

L'autorité compétente peut décider de ne pas imposer de mesures en continu des NOx et d'exiger des mesures périodiques conformément au point 2.1 c) dans les installations d'incinération des déchets existantes de capacité nominale inférieure à six tonnes par heure ou dans les installations de coïncinération des déchets existantes de capacité nominale inférieure à 6 tonnes par heure, si l'exploitant peut démontrer, sur la base d'informations relatives à la qualité des déchets concernés, aux techniques utilisées et aux résultats de la surveillance des émissions, que les émissions de NOx ne peuvent en aucun cas dépasser la valeur limite d'émission prescrite.

2.6. L'autorité compétente peut décider d'exiger une mesure tous les deux ans pour les métaux lourds et une mesure par an pour les dioxines et furannes dans les cas suivants :

a) les émissions résultant de la coïncinération ou de l'incinération de déchets sont en toutes circonstances inférieures à 50 % des valeurs limites d'émission;

b) les déchets à coïncinérer ou incinérer soient uniquement constitués de certaines fractions combustibles triées de déchets non dangereux ne se prêtant pas au recyclage et présentant certaines caractéristiques, et qu'il convient de préciser sur la base de l'évaluation visée au point c);

c) l'exploitant peut prouver, sur la base des informations relatives à la qualité des déchets concernés et de la surveillance des émissions, que les émissions sont en toutes circonstances très inférieures aux valeurs limites d'émission de métaux lourds, de dioxines et de furannes.

2.7. Les résultats des mesures sont normalisés par l'utilisation des concentrations standard d'oxygène indiquées dans la partie 2 ou calculées selon les indications de la partie 3 et par l'application de la formule donnée dans la partie 6.

Lorsque des déchets sont incinérés ou coïncinérés dans une atmosphère enrichie en oxygène, les résultats des mesures peuvent être rapportés à une teneur en oxygène fixée par l'autorité compétente en fonction des particularités du cas d'espèce.

Lorsque les émissions de substances polluantes sont réduites par un traitement des gaz résiduaux, dans une installation d'incinération ou de coïncinération des déchets traitant des déchets dangereux, l'uniformisation prévue au premier alinéa en ce qui concerne la teneur en oxygène n'est effectuée que si la teneur en oxygène mesurée au cours de la même période que pour la substance polluante concernée dépasse la teneur standard en oxygène applicable.

2. Mesures des substances pollutant l'eau

3.1. Les mesures ci-après sont effectuées au point de rejet des eaux usées :

a) mesures en continu du pH, de la température et du débit;

b) mesures journalières sur échantillonnage ponctuel de la quantité totale de solides en suspension ou mesures sur un échantillonnage représentatif proportionnel au flux des rejets sur une période de 24 heures;

c) mesures effectuées au moins une fois par mois sur un échantillonnage représentatif proportionnel au flux des rejets sur une période de 24 heures de Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn;

d) mesures des dioxines et des furannes au moins tous les six mois; toutefois, une mesure doit être effectuée tous les trois mois pendant les douze premiers mois d'exploitation de l'installation.

3.2. Lorsque les eaux usées résultant de l'épuration des gaz résiduaux sont traitées sur place conjointement avec des eaux usées provenant d'autres sources situées sur le site de l'installation, l'exploitant procède à des mesures :

a) sur le flux des eaux usées provenant du système d'épuration des gaz résiduaux avant son entrée dans l'installation de traitement collectif des eaux usées;

b) sur le ou les autres flux d'eaux usées avant leur entrée dans l'installation de traitement collectif des eaux usées;

c) au point où les eaux usées provenant de l'installation d'incinération ou de coïncinération des déchets sont finalement rejetées après traitement.

Partie 6. — Formule pour le calcul de la concentration des émissions à la concentration standard d'oxygène exprimée en pourcentage

E_S = concentration calculée des émissions à la concentration d'oxygène standard exprimée en pourcentage

E_M = concentration d'émission mesurée

O_S = concentration d'oxygène standard

O_M = concentration d'oxygène mesurée

Partie 7. — Evaluation du respect des valeurs limites d'émission

1. Valeurs limites des émissions dans l'air

1.1. En ce qui concerne les rejets dans l'air, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si :

a) aucune des moyennes journalières ne dépasse une des valeurs limites d'émission fixées dans la partie 2, point 1.1, ou dans la partie 3, ou calculée conformément aux indications de la partie 3;

b) soit aucune des moyennes sur une demi-heure ne dépasse les valeurs limites d'émission indiquées dans la colonne A du tableau figurant dans la partie 2, point 1.2, soit, le cas échéant, nonante-sept pour cent des moyennes sur une demi-heure établies sur l'année ne dépassent pas les valeurs limites d'émission indiquées dans la colonne B du tableau figurant dans la partie 2, point 1.2;

c) aucune des moyennes sur la période d'échantillonnage prévue pour les métaux lourds, les dioxines et les furannes ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées dans la partie 2, points 1.3 et 1.4 ou dans la partie 3, ou calculées conformément aux indications de la partie 3;

d) pour le monoxyde de carbone (CO) :

i) dans le cas des installations d'incinération des déchets :

* au moins nonante-sept pour cent des moyennes journalières établies sur l'année n'excèdent pas la valeur limite d'émission fixée dans la partie 2, point 1.5 a); et

* au moins nonante-cinq pour cent de toutes les moyennes sur dix minutes établies sur une période de vingt-quatre heures ou la totalité des moyennes sur trente minutes établies sur la même période n'excèdent pas les valeurs limites d'émission fixées dans la partie 2, points 1.5 b) et c)

ii) dans le cas des installations de coïncinération des déchets : les dispositions de la partie 3 sont respectées.

1.2. Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'arrêt lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance indiqué dans la partie 5, point 1.3. Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.

Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Pas plus de dix moyennes journalières par an ne peuvent être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.

1.3. Les valeurs moyennes sur la période d'échantillonnage et les valeurs moyennes dans le cas de mesures périodiques du fluorure d'hydrogène (HF), du chlorure d'hydrogène (HCl) et du dioxyde de soufre (SO₂) sont déterminées selon les modalités prévues à la partie 5, point 1, de la présente annexe, à l'article 14, deuxième alinéa du présent arrêté, ainsi qu'à l'article 19, alinéa 8 e) de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

2. Valeurs limites d'émission dans l'eau

Les valeurs limites d'émission dans l'eau sont considérées comme respectées si :

a) pour les quantités totales de solides en suspension, nonante-cinq pour cent et cent pour cent des valeurs mesurées ne dépassent pas les valeurs limites d'émission respectives indiquées dans la partie 4;

b) pour les métaux lourds (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni et Zn), pas plus d'une mesure par an ne dépasse les valeurs limites d'émission indiquées dans la partie 4; ou, si l'autorité compétente prévoit plus de vingt échantillons par an, pas plus de cinq pour cent de ces échantillons ne dépassent les valeurs limites d'émission indiquées dans la partie 4;

c) pour les dioxines et les furannes, les résultats des mesures ne dépassent pas la valeur limite d'émission fixée dans la partie 4.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 février 2013 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets.

Namur, le 21 février 2013.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201395]

21. FEBRUAR 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, 5, 7, 8 und 9, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder -mitverbrennungsanlagen;

Aufgrund des am 19. November 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 52.205/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Definitionen und Anwendungsbereich

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/75/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 24. November 2010 über Industrieemissionen (integrierte Vermeidung und Verminderung der Umweltverschmutzung) teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1^o Biomasse: folgende Produkte:

a) Produkte land- oder forstwirtschaftlichen Ursprungs aus pflanzlichem Material, die als Brennstoff zur energetischen Rückgewinnung verwendet werden können;

b) nachstehende Abfälle:

i. pflanzliche Abfälle aus der Land- und Forstwirtschaft;

ii. pflanzliche Abfälle aus der Nahrungsmittelindustrie, falls die erzeugte Wärme genutzt wird;

iii. faserige pflanzliche Abfälle aus der Herstellung von natürlichem Zellstoff und aus der Herstellung von Papier aus Zellstoff, sofern sie am Herstellungsort mitverbrannt werden und die erzeugte Wärme genutzt wird;

iv. Holzabfälle mit Ausnahme von Holzabfällen, die infolge einer Behandlung mit Holzschutzmitteln oder infolge einer Beschichtung halogenorganische Verbindungen oder Schwermetalle enthalten können, und zu denen insbesondere solche Holzabfälle aus Bau- und Abbruchabfällen gehören;

v. Korkabfälle;

2° Nennkapazität: die Summe der vom Hersteller angegebenen und vom Betreiber bestätigten Verbrennungskapazitäten aller Öfen einer Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage, wobei der Heizwert des Abfalls, ausgedrückt in der pro Stunde verbrannten Abfallmenge, zu berücksichtigen ist;

3° Schornstein: eine Konstruktion, die einen oder mehrere Kanäle aufweist, über die Abgase in die Luft abgeleitet werden;

4° vor Ort gewonnener fester Brennstoff: ein natürlich vorkommender fester Brennstoff, der in einer eigens für diesen Brennstoff konzipierten Feuerungsanlage verfeuert wird und der vor Ort gewonnen wird;

5° Abfall: ein Abfall im Sinne von Artikel 2, 1° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

6° gefährlicher Abfall: ein gefährlicher Abfall im Sinne von Artikel 2, 5° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

7° gemischte Abfälle aus Haushaltungen: Abfälle aus Haushaltungen sowie gewerbliche, industrielle Abfälle und Abfälle aus Einrichtungen, die aufgrund ihrer Beschaffenheit oder Zusammensetzung den Abfällen aus Haushaltungen ähnlich sind, ausgenommen die unter Position 20 01 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs genannten Fraktionen, die getrennt am Entstehungsort eingesammelt werden, und anderen, unter Position 20 02 dieser Anlage genannten Abfalls;

8° Dioxine und Furane: alle in der Anlage Teil 1 genannten polychlorierten Dibenzo-p-Dioxine und Dibenzofurane;

9° Gasöl:

a) jeder aus Erdöl erzeugte flüssige Brennstoff, mit Ausnahme der Schiffskraftstoffe, mit den Codes NC 2710 19 25, 2710 19 29, 2710 19 45 oder 2710 19 49, oder

b) jeder aus Erdöl erzeugte flüssige Brennstoff, mit Ausnahme der Schiffskraftstoffe, von dem weniger als 65% des Volumens (Verluste inbegriffen) bei 250°C destillieren und mindestens 85% des Volumens (Verluste inbegriffen) bei 350°C nach der Methode ASTM D86 destillieren.

Nicht unter diese Definition fallen:

1° die Dieselmotoren, das heißt die Gasöle, die unter den Code NC 2710 19 41 fallen und die zum Antrieb der in den Richtlinien 70/220/EWG des Rates vom 20. März 1970 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über Maßnahmen gegen die Verunreinigung der Luft durch Abgase von Kraftfahrzeugmotoren mit Fremdzündung und 88/77/EWG des Rates vom 3. Dezember 1987 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über Maßnahmen gegen die Emission gasförmiger Schadstoffe aus Dieselmotoren zum Antrieb von Fahrzeugen erwähnten Fahrzeuge eingesetzt werden;

2° die Brennstoffe, die für andere bewegliche Maschinen und Geräte als Kraftfahrzeuge und für landwirtschaftliche Zugmaschinen eingesetzt werden;

10° Feuerungsanlage: jede technische Einrichtung, in der Brennstoffe im Hinblick auf die Nutzung der dabei erzeugten Wärme oxidiert werden;

11° Abfallverbrennungsanlage: jede ortsfeste oder nicht ortsfeste technische Einheit oder Anlage, die zur thermischen Behandlung von Abfällen mit oder ohne Nutzung der Verbrennungswärme mittels Verbrennung durch Oxidation von Abfällen und anderen thermischen Behandlungsverfahren wie Pyrolyse, Vergasung und Plasmaverfahren eingesetzt wird, wenn die bei der Behandlung entstehenden Stoffe anschließend verbrannt werden;

12° Abfallmitverbrennungsanlage: jede ortsfeste oder nicht ortsfeste technische Einheit, deren Hauptzweck in der Energieerzeugung oder der Produktion stofflicher Erzeugnisse besteht und in der Abfall als Regel- oder Zusatzbrennstoff verwendet oder im Hinblick auf die Beseitigung thermisch behandelt wird, und zwar mittels Verbrennung durch Oxidation von Abfällen und andere thermische Behandlungsverfahren wie Pyrolyse, Vergasung und Plasmaverfahren, wenn die bei der Behandlung entstehenden Stoffe anschließend verbrannt werden;

13° bestehende Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage: eine der folgenden Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen:

a) eine Anlage, die in Betrieb ist und für die vor dem 28. Dezember 2002 eine Genehmigung erteilt wurde;

b) eine Anlage, die für die Verbrennung von Abfällen genehmigt registriert ist und für die vor dem 28. Dezember 2002 eine Genehmigung erteilt wurde, sofern die Anlage spätestens am 28. Dezember 2003 in Betrieb genommen wurde;

c) eine Anlage, für die nach Auffassung der zuständigen Behörde vor dem 28. Dezember 2002 ein Genehmigungsantrag gestellt wurde, sofern die Anlage spätestens am 28. Dezember 2004 in Betrieb genommen wurde;

14° wesentliche Änderung: eine Änderung der Beschaffenheit oder der Funktionsweise oder eine Erweiterung der Anlage, Feuerungsanlage, Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage, die erhebliche nachteilige Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder die Umwelt haben kann;

15° Gasmotor: ein nach dem Ottoprinzip arbeitender Verbrennungsmotor mit Fremdzündung des Kraftstoffs bzw. — im Falle von Zweistoffmotoren — mit Selbstzündung des Kraftstoffs;

16° neue Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage: jede nicht unter Punkt 13° fallende Abfallverbrennungs- oder -mitverbrennungsanlage;

17° Rückstände: alle flüssigen oder festen Abfälle, die in einer Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage entstehen;

18° Gasturbine: jede rotierende Maschine, die thermische Energie in mechanische Arbeit umwandelt und hauptsächlich aus einem Verdichter, aus einer Brennkammer, in der Brennstoff zur Erhitzung des Arbeitsmediums oxidiert wird, und aus einer Turbine besteht;

Art. 3 - § 1. Der vorliegende Erlass ist auf die Abfallverbrennungs- und -mitverbrennungsanlagen anwendbar, die feste oder flüssige Abfälle verbrennen oder mitverbrennen und die in der Rubrik 90.24 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden.

Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses umfassen Abfallverbrennungsanlagen und Abfallmitverbrennungsanlagen alle Verbrennungslinien oder Mitverbrennungslinien, die Annahme und Lagerung des Abfalls, die auf dem Gelände befindlichen Vorbehandlungsanlagen, das Abfall-, Brennstoff- und Luftzufuhrsystem, die Kessel, die Abgasbehandlungsanlagen, die auf dem Gelände befindlichen Anlagen zur Behandlung und Lagerung von Rückständen und Abwasser, die Schornsteine, die Vorrichtungen und Systeme zur Kontrolle der Verbrennungs- oder Mitverbrennungsvorgänge, zur Aufzeichnung und Überwachung der Verbrennungs- oder Mitverbrennungsbedingungen.

Werden für die thermische Behandlung von Abfällen andere Prozesse als die Oxidation wie z. B. Pyrolyse, Vergasung oder Plasmaverfahren durchgeführt, so muss die Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage sowohl den Prozess der thermischen Behandlung als auch den anschließenden Verbrennungsprozess einschließen.

Falls die Mitverbrennung in solch einer Weise erfolgt, dass der Hauptzweck der Anlage nicht in der Energieerzeugung oder der Produktion stofflicher Erzeugnisse, sondern in der thermischen Behandlung von Abfällen besteht, gilt die Anlage als Abfallverbrennungsanlage.

§ 2. Dieser Erlass gilt nicht für Vergasungs- oder Pyrolyseanlagen, wenn die Gase, die bei dieser thermischen Behandlung der Abfälle entstehen, vor ihrer Verbrennung so weit gereinigt werden, dass sie nicht mehr als Abfall gelten und keine höheren Emissionen verursachen können, als bei der Verbrennung von Erdgas anfallen.

Der vorliegende Erlass gilt nicht für folgende Anlagen:

- 1° Anlagen, in denen ausschließlich die in Artikel 2, 1°, b) angeführten Abfälle behandelt werden;
- 2° Versuchsanlagen für Forschungs-, Entwicklungs- und Prüfzwecke zur Verbesserung des Verbrennungsprozesses, in denen weniger als 50 Tonnen Abfälle pro Jahr behandelt werden.

KAPITEL II — *Betrieb*

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 4 - Die Gelände von Abfallverbrennungsanlagen und Abfallmitverbrennungsanlagen, einschließlich der dazugehörigen Abfalllagerflächen sind so auszulegen und zu nutzen, dass unerlaubtes und unbeabsichtigtes Freisetzen von Schadstoffen in den Boden, in das Oberflächenwasser und das Grundwasser vermieden wird.

Art. 5 - Unbeschadet des Artikels 8, § 4, 3° darf die Abfallverbrennung in der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage oder in einzelnen Öfen, die Teil einer Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage sind, bei Überschreitung der Emissionsgrenzwerte unter keinen Umständen mehr als vier Stunden ununterbrochen fortgesetzt werden.

Die Gesamtzeit des Betriebs unter diesen Bedingungen darf, auf ein ganzes Jahr bezogen, sechzig Stunden nicht überschreiten.

Die zeitliche Beschränkung gemäß Absatz 2 gilt für jene Öfen, die an eine einzelne Abgasreinigungseinrichtung angeschlossen sind.

Art. 6 - Bei einem Ausfall muss der Betreiber den Betrieb so schnell wie möglich vermindern oder ganz einstellen, bis die normalen Betriebsbedingungen wieder hergestellt sind.

Abschnitt 2 — Anlieferung und Annahme des Abfalls

Art. 7 - § 1. Der Betreiber einer Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage hat alle erforderlichen Vorsichtsmaßnahmen hinsichtlich der Anlieferung und Annahme der Abfälle zu ergreifen, um die Verschmutzung der Luft, des Bodens, des Oberflächen- und Grundwassers, andere Belastungen der Umwelt, Geruchs- und Lärmbelästigungen sowie direkte Gefahren für die menschliche Gesundheit zu vermeiden oder, soweit es praktikabel ist, zu begrenzen.

§ 2. Der Betreiber hat vor der Annahme des Abfalls in der Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage die Masse einer jeden Abfallart nach Möglichkeit gemäß den in der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung eines Abfallkatalogs festgelegten Abfallkategorien zu bestimmen.

§ 3. Der Betreiber trägt vor Annahme gefährlicher Abfälle in der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage die verfügbaren Angaben über die Abfälle zusammen, damit festgestellt werden kann, ob die Bedingungen nach Artikel 19, § 6, und 46, § 6 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erfüllt sind.

Diese Angaben müssen Folgendes umfassen:

- 1° alle verwaltungsmäßigen Angaben über den Entstehungsprozess, die in den in § 4, 1° genannten Dokumenten enthalten sind;
- 2° physikalische und — soweit praktikabel — chemische Zusammensetzung der Abfälle und alle sonstigen erforderlichen Angaben zur Beurteilung der Eignung für den vorgesehenen Verbrennungsprozess;
- 3° Gefahrenmerkmale der Abfälle, Stoffe, mit denen sie nicht vermischt werden dürfen, und Vorsichtsmaßnahmen beim Umgang mit den Abfällen.

§ 4. Der Betreiber muss vor Annahme gefährlicher Abfälle in der Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage mindestens folgende Verfahren durchführen:

1° Überprüfung der Dokumente, die in der Verordnung (EG) 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen, im Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle, in der in der Zulassung des Betriebs enthaltenen Sonderbedingungen sowie in der Gesetzgebung bezüglich der Beförderung gefährlicher Güter vorgeschrieben sind;

2° sofern dies nicht unangemessen ist, zum Beispiel im Falle von Abfällen aus Aktivitäten im Rahmen der Gesundheitspflege mit Infektionsrisiko, sind möglichst vor dem Abladen repräsentative Proben zu nehmen, um durch Kontrollen zu überprüfen, ob die Abfälle den Angaben nach § 3 entsprechen, und den zuständigen Behörden die Feststellung der Art der behandelten Abfälle zu ermöglichen.

Die Proben gemäß Punkt 2° sind nach der Verbrennung oder Mitverbrennung des betreffenden Abfalls mindestens einen Monat lang aufzubewahren.

§ 5. Die §§ 2, 3 und 4 finden nur Anwendung auf die Abfallverbrennungs- und Abfallmitverbrennungsanlagen, die Teil einer Anlage sind, die unter die Anlage XXIII des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung fallen und die nur innerhalb dieser Anlage entstandene Abfälle verbrennen oder mitverbrennen.

Abschnitt 3 — Funktionsweise

Art. 8 - § 1. Abfallverbrennungsanlagen müssen so betrieben werden, dass mit dem erzielten Verbrennungsgrad in der Schlacke und Rostasche ein Gehalt an organisch gebundenem Gesamtkohlenstoff von weniger als drei Prozent oder ein Glühverlust von weniger als fünf Prozent des Trockengewichts des verbrannten Stoffes eingehalten wird. Erforderlichenfalls müssen Techniken der Abfallvorbehandlung angewandt werden.

§ 2. Abfallverbrennungsanlagen sind so auszulegen, auszurüsten, zu errichten und zu betreiben, dass die Temperatur des bei der Verbrennung von Abfällen entstehenden Gases nach der letzten Zuführung von Verbrennungsluft kontrolliert, gleichmäßig und selbst unter den ungünstigsten Bedingungen mindestens zwei Sekunden lang auf mindestens 850°C erhöht wird.

Abfallmitverbrennungsanlagen sind so auszulegen, auszurüsten, zu errichten und zu betreiben, dass die Temperatur des bei der Mitverbrennung von Abfällen entstehenden Gases kontrolliert und gleichmäßig und selbst unter den ungünstigsten Bedingungen mindestens zwei Sekunden lang auf mindestens 850°C erhöht wird.

Wenn gefährliche Abfälle mit einem Gehalt von mehr als ein Gewichtsprozent an halogenierten organischen Stoffen, berechnet als Chloride, verbrannt oder mitverbrannt werden, ist zur Einhaltung der Bestimmungen der Absätze 1 und 2 eine Temperatur von mindestens 1100°C erforderlich.

Die Temperaturen gemäß den Absätzen 1 und 3 werden bei Abfallverbrennungsanlagen in der Nähe der Innenwand des Brennraums gemessen. Die zuständige Behörde kann genehmigen, dass die Messungen an einer anderen repräsentativen Stelle des Brennraums erfolgen.

§ 3. Jeder Brennraum einer Abfallverbrennungsanlage muss mit mindestens einem Hilfsbrenner ausgestattet sein. Dieser wird automatisch eingeschaltet, wenn die Temperatur der Verbrennungsgase nach der letzten Zuführung von Verbrennungsluft unter die in § 2 angegebenen Temperaturen sinkt. Er ist auch bei An- und Abfahrvorgängen der Anlage einzusetzen, um zu gewährleisten, dass diese Temperaturen zu jedem Zeitpunkt dieser Betriebsvorgänge \dot{u} und solange sich unverbrannter Abfall im Brennraum befindet \dot{u} aufrechterhalten bleiben.

Der Hilfsbrenner darf nicht mit Brennstoff gespeist werden, der höhere Emissionen zur Folge haben kann als die Verbrennung von Gasöl, von Flüssiggas oder Erdgas.

§ 4. In den Abfallverbrennungs- und Abfallmitverbrennungsanlagen kommt ein automatisches System zum Einsatz, um die Beschickung mit Abfall unter folgenden Umständen zu verhindern:

1° während des Anfahrvorgangs bis zum Erreichen der in § 2 festgelegten Temperatur oder der gemäß Artikel 9, Absatz 1 vorgegebenen Temperatur;

2° bei jedem Absinken der Temperatur unter die in § 2 festgelegte Temperatur oder unter die gemäß Artikel 9, Absatz 1 vorgegebene Temperatur;

3° jedesmal wenn die kontinuierlichen Messungen ergeben, dass ein Emissionsgrenzwert wegen einer Störung oder eines Ausfalls der Abgasreinigungseinrichtungen überschritten wird.

§ 5. Jede von Abfallverbrennungsanlagen oder Abfallmitverbrennungsanlagen erzeugte Wärme muss, soweit praktikabel, genutzt werden.

§ 6. Infektiöse klinische Abfälle werden ohne vorherige Vermischung mit anderen Abfallarten und ohne direkte Handhabung in die Feuerung verbracht.

§ 7. Die Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage wird von einer natürlichen Person betrieben und kontrolliert, die Inhaber eines Diploms des Zivilingenieurs, eines Masterdiploms in Wissenschaften, eines Diploms des Bioingenieurs oder des Industrieingenieurs oder jeglichen anderen gleichwertigen Diploms, oder in Ermangelung dessen, einer Bescheinigung ist, durch das bzw. die eine Erfahrung in Abfallbewirtschaftung nachgewiesen werden kann.

Art. 9 - Die zuständige Behörde kann für bestimmte Abfallarten oder bestimmte thermische Verfahren Sonderbedingungen festlegen, die sich von den in Artikel 8, §§ 1, 2 und 3 und, was die Temperatur betrifft, in § 4 desselben Artikels festgelegten Bedingungen unterscheiden, insofern die anderen Anforderungen des vorliegenden Erlasses erfüllt sind.

Die Änderung der Betriebsbedingungen von Abfallverbrennungsanlagen darf jedoch im Vergleich zu den Rückständen, die unter den in Artikel 8, §§ 1, 2 und 3 festgelegten Bedingungen zu erwarten wären, keine höheren Rückstandsmengen oder Rückstände mit einem höheren Gehalt an organischen Schadstoffen zur Folge haben.

Emissionen von organisch gebundenem Gesamtkohlenstoff und Kohlenmonoxid aus Abfallmitverbrennungsanlagen, für die eine Änderung der Betriebsbedingungen gemäß Absatz 1 genehmigt wurde, müssen auch die in der Anlage Teil 2 festgelegten Emissionsgrenzwerte einhalten.

Emissionen von organisch gebundenem Gesamtkohlenstoff aus Rindenkesseln in der Zellstoff- und Papierindustrie, in denen Abfälle am Entstehungsort mitverbrannt werden und die vor dem 28. Dezember 2002 in Betrieb waren und für die vor diesem Zeitpunkt eine Genehmigung erteilt worden ist und für die eine Änderung der Betriebsbedingungen gemäß Absatz 1 genehmigt wurde, müssen auch die Emissionsgrenzwerte in der Anlage Teil 2 einhalten.

Art. 10 - Eine Änderung des Betriebs einer Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage, die nur nichtgefährliche Abfälle einsetzt, in eine unter die Anlage XXIII des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung fallende Anlage, die die Verbrennung oder Mitverbrennung gefährlicher Abfälle mit sich bringt, gilt als wesentliche Änderung.

KAPITEL III — Luft

Art. 11 - Die Abgase aus Abfallverbrennungsanlagen und Abfallmitverbrennungsanlagen sind kontrolliert mit Hilfe von Schornsteinen abzuleiten, deren Höhe so auszulegen ist, dass der Schutz der menschlichen Gesundheit und der Umwelt gewährleistet ist.

Die Emissionen aus Abfallverbrennungsanlagen und Abfallmitverbrennungsanlagen in die Luft dürfen die in der Anlage Teile 2 und 3 festgelegten oder in Teil 3 der genannten Anlage vorgegebenen Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten.

Werden in einer Abfallmitverbrennungsanlage mehr als 40% der freigesetzten Wärme mit gefährlichen Abfällen erzeugt oder werden in der Anlage unaufbereitete gemischte Abfälle aus Haushaltungen mitverbrannt, so gelten die in der Anlage Teil 2 festgelegten Emissionsgrenzwerte.

Wenn eine ebenfalls im Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Verbrennungsanlagen erwähnte Anlage, die mit lokal erzeugtem festem Brennstoff befeuert wird und Abfall mitverbrennt, die Werte für C-Verfahren für Schwefeldioxid gemäß der Anlage Teil 3, Punkt 3.1) oder Punkt 3.2) aufgrund der Eigenschaften dieses Brennstoffs nicht einhalten kann, kann die zuständige Behörde stattdessen die in Teil 5 der Anlage zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Verbrennungsanlagen festgelegten Mindest-Schwefelabscheidegrade anwenden, und zwar gemäß den in Teil 6 der Anlage zu diesem Erlass erwähnten Kriterien. Der C-Abfall im Sinne der Anlage Teil 3, Punkt 1) beläuft sich auf 0 mg/Nm³.

KAPITEL IV — *Wasser*

Art. 12 - § 1. Das Einleiten des bei der Abgasreinigung anfallenden Abwassers in Gewässer ist zu begrenzen und die Konzentrationen an Schadstoffen dürfen die in der Anlage Teil 4 festgelegten Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten.

§ 2. Die Emissionsgrenzwerte gelten an dem Ort, an dem das Abwasser aus der Abgasreinigung aus der Abfallverbrennungsanlage und Abfallmitverbrennungsanlage abgeleitet wird.

Wird Abwasser aus der Abgasreinigung außerhalb der Abfallverbrennungsanlage und Abfallmitverbrennungsanlage in einer nur für die Behandlung dieser Abwasserart bestimmten Behandlungsanlage behandelt, so sorgt der Betreiber dafür, dass die in der Anlage Teil 4 genannten Emissionsgrenzwerte am Ort der Abwasserableitung aus der Behandlungsanlage angewandt werden.

Wird das Abwasser aus der Abgasreinigung zusammen mit Wasser anderer Herkunft innerhalb oder außerhalb des Standorts behandelt, so berechnet der Betreiber die erforderlichen Massenbilanzen anhand der Ergebnisse der Messungen gemäß der Anlage Teil 5, Punkt 3, um die Emissionsniveaus in den endgültig eingeleiteten Wassermengen zu bestimmen, die dem Abwasser aus der Abgasreinigung zugeschrieben werden können.

Unter keinen Umständen darf eine Verdünnung des Abwassers erfolgen, um die in der Anlage Teil 4 genannten Emissionsgrenzwerte einzuhalten.

§ 3. Für das auf dem Gelände der Abfallverbrennungsanlage und Abfallmitverbrennungsanlage anfallende verunreinigte Regenwasser und für verunreinigtes Wasser, das bei Störungen oder der Brandbekämpfung anfällt, muss Speicherkapazität vorgesehen werden. Die Speicherkapazität muss so bemessen sein, dass das anfallende Wasser erforderlichenfalls geprüft und vor der Einleitung behandelt werden kann.

KAPITEL V — *Rückstände*

Art. 13 - Rückstände sind hinsichtlich Menge und Schädlichkeit auf ein Minimum zu beschränken. Die Rückstände sind gemäß dem Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle in der Anlage selbst oder außerhalb dieser zu verwerten.

Die Beförderung und Zwischenlagerung von Trockenrückständen in Form von Staub hat so zu erfolgen, dass diffuse Emissionen dieser Rückstände in die Umwelt vermieden werden.

Vor der Festlegung des Entsorgungsweges für die Beseitigung oder Verwertung der Rückstände sind die physikalischen und chemischen Eigenschaften und das Schadstoffpotenzial der Rückstände mit geeigneten Tests zu ermitteln. Diese Tests betreffen die gesamte lösliche Fraktion und die lösliche Schwermetallfraktion.

KAPITEL VI — *Kontrolle*

Art. 14 - Einbau und Funktionieren der automatisierten Messsysteme müssen kontrolliert werden und jedes Jahr müssen die Überwachungstests gemäß der Anlage Teil 5, Punkt 1 durchgeführt werden.

Die Probenahme- oder Messstellen für die Überwachung von Emissionen in die Luft und in das Wasser werden durch die Sonderbedingungen festgelegt.

Die Emissionsüberwachung wird gemäß den Vorschriften der Anlage Teile 5 und 6 durchgeführt.

Art. 15 - Alle Überwachungsergebnisse müssen auf solch eine Weise aufgezeichnet, verarbeitet und dargestellt werden, die es dem mit der Überwachung beauftragten Beamten ermöglicht, die Einhaltung der Betriebsbedingungen und der in der Genehmigung angegebenen Emissionsgrenzwerte zu überprüfen.

Art. 16 - Emissionsgrenzwerte für Luft und Wasser gelten als eingehalten, wenn die Bedingungen gemäß der Anlage Teil 7 erfüllt sind.

Art. 17 - § 1. Jedes Jahr vor dem 31. März übermittelt der Betreiber einer Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage mit einer Nennkapazität von zwei Tonnen pro Stunde oder mehr der zuständigen Behörde und dem mit der Überwachung beauftragten Beamten einen Bericht.

Dieser Bericht bezieht sich auf das Funktionieren und die Überwachung der Anlage und deckt das vorhergehende Jahr.

Der Bericht enthält mindestens Informationen über:

1° die Durchführung der Vorgänge, indem diese mit den im Gewährungsbeschluss angeführten Bestimmungen verglichen werden;

2° die Emissionen in die Luft und in das Wasser im Verhältnis zu den im vorliegenden Erlass festgelegten Emissionsnormen.

Dieser Bericht wird der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt.

§ 2. Die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, vertreten durch ihren Generaldirektor, stellt außerdem jedes Jahr vor dem 31. März die Liste der Abfallverbrennungsanlagen oder Abfallmitverbrennungsanlagen mit einer Nennkapazität von höchstens zwei Tonnen pro Stunde auf. Die Liste bezieht sich auf das Vorhandensein der besagten Anlagen für das vorhergehende Jahr. Diese Liste wird der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt.

KAPITEL VII — *Aufhebungs-, Übergangs- und Schlussbestimmungen*

Art. 18 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 über die sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder -mitverbrennungsanlagen wird außer Kraft gesetzt.

Art. 19 - Unbeschadet der in der Anlage vorgesehenen Übergangsbestimmungen wird der vorliegende Erlass am 7. Januar 2013 wirksam.

Art. 20 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 21. Februar 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

ANLAGE

Technische Bestimmungen für Abfallverbrennungs- und Abfallmitverbrennungsanlagen

Teil 1 - Äquivalenzfaktoren für Dibenzo-p-Dioxine und Dibenzofurane

Zur Bestimmung der kumulierten Werte sind die Massenkonzentrationen folgender Dibenzo-p-Dioxine und Dibenzofurane mit folgenden Äquivalenzfaktoren zu multiplizieren, bevor sie zusammengezählt werden:

	Toxischer Äquivalenzfaktor
2,3,7,8 — Tetrachlorodibenzodioxin (TCDD)	1
1,2,3,7,8 — Pentachlorodibenzodioxin (PeCDD)	0.5
1,2,3,4,7,8 — Hexachlorodibenzodioxin (HxCDD)	0.1
1,2,3,6,7,8 — Hexachlorodibenzodioxin (HxCDD)	0.1
1,2,3,7,8,9 — Hexachlorodibenzodioxin (HxCDD)	0.1
1,2,3,4,6,7,8 — Heptachlorodibenzodioxin (HpCDD)	0.01
Octachlorodibenzodioxin (OCDD)	0.001
2,3,7,8 — Tetrachlorodibenzofuran (TCDF)	0.1
2,3,4,7,8 — Pentachlorodibenzofuran (PeCDF)	0.5
1,2,3,7,8 — Pentachlorodibenzofuran (PeCDF)	0.05
1,2,3,4,7,8 — Hexachlorodibenzofuran (HxCDF)	0.1
1,2,3,6,7,8 — Hexachlorodibenzofuran (HxCDF)	0.1
1,2,3,7,8,9 — Hexachlorodibenzofuran (HxCDF)	0.1
2,3,4,6,7,8 — Hexachlorodibenzofuran (HxCDF)	0.1
1,2,3,4,6,7,8 — Heptachlorodibenzofuran (HpCDF)	0.01
1,2,3,4,7,8,9 — Heptachlorodibenzofuran (HpCDF)	0.01
Octachlorodibenzofuran (OCDF)	0.001

Teil 2 - Für Abfallverbrennungsanlagen geltende Grenzwerte für Emissionen in die Luft

1. Alle Emissionsgrenzwerte werden bei einer Temperatur von 273,15 K, einem Druck von 101,3 kPa und nach Abzug des Wasserdampfgehalts des Abgases berechnet. Sie beziehen sich auf einen Sauerstoffgehalt im Abgas von elf Prozent, ausgenommen im Falle der Verbrennung von Altöl im Sinne von Artikel 1, 1° des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle, in dem sie sich auf einen Sauerstoffgehalt von drei Prozent beziehen, und in den in Punkt 2.7 des Teils 5 genannten Fällen.

1.1. Emissionsgrenzwerte im Tagesmittel für folgende Schadstoffe (in mg/Nm³):

Gesamtstaub	10
Gas- oder dampfförmige organische Stoffe, gemessen als organisch gebundener Gesamtkohlenstoff (TOC)	10
Chlorwasserstoff (HCl)	10
Fluorwasserstoff (HF)	1
Schwefeldioxid (SO ₂)	50
Stickstoffmonoxid (NO) und Stickstoffdioxid (NO ₂), gemessen als NO ₂ für bestehende Abfallverbrennungsanlagen mit einer Nennkapazität von mehr sechs Tonnen pro Stunde oder neue Abfallverbrennungsanlagen	200
Stickstoffmonoxid (NO) und Stickstoffdioxid (NO ₂), gemessen als NO ₂ für bestehende Abfallverbrennungsanlagen mit einer Nennkapazität von höchstens sechs Tonnen pro Stunde	400

1.2. Emissionsgrenzwerte im Halbstundenmittel für folgende Schadstoffe (in mg/Nm³):

	(100%) A	(97%) B
Gesamtstaub	30	10
Gas- oder dampfförmige organische Stoffe, gemessen als organisch gebundener Gesamtkohlenstoff (TOC)	20	10
Chlorwasserstoff (HCl)	60	10

Fluorwasserstoff (HF)	4	2
Schwefeldioxid (SO ₂)	200	50
Stickstoffmonoxid (NO) und Stickstoffdioxid (NO ₂), gemessen als NO ₂ für bestehende Abfallverbrennungsanlagen mit einer Nennkapazität von mehr als 6 Tonnen pro Stunde oder neue Abfallverbrennungsanlagen	400	200

1.3. Emissionsgrenzwerte im Mittel (in mg/Nm³) für folgende Schwermetalle bei einer Probenahmedauer von mindestens dreißig Minuten und höchstens acht Stunden:

Cadmium und Cadmiumverbindungen, gemessen als Cadmium (Cd)	Insgesamt: 0,05
Thallium und Thalliumverbindungen, gemessen als Thallium (Tl)	
Quecksilber und Quecksilberverbindungen, gemessen als Quecksilber (Hg)	0.05
Antimon und Antimonverbindungen, gemessen als Antimon (Sb)	Insgesamt: 0,5
Arsen und Arsenverbindungen, gemessen als Arsen (As)	
Blei und Bleiverbindungen, gemessen als Blei (Pb)	
Chrom und Chromverbindungen, gemessen als Chrom (Cr)	
Cobalt und Cobaltverbindungen, gemessen als Cobalt (Co)	
Kupfer und Kupferverbindungen, gemessen als Kupfer (Cu)	
Mangan und Manganverbindungen, gemessen als Mangan (Mn)	
Nickel und Nickelverbindungen, gemessen als Nickel (Ni)	
Vanadium und Vanadiumverbindungen, gemessen als Vanadium (V)	

Diese Mittelwerte gelten auch für die gas- und dampfförmigen Emissionen der betreffenden Schwermetalle und Schwermetallverbindungen.

1.4. Durchschnittliche Emissionsgrenzwerte (in ng/Nm³) für Dioxine und Furane bei einer Probenahmedauer von mindestens sechs Stunden und höchstens acht Stunden. Der Emissionsgrenzwert gilt für eine Dioxin- und Furan-Gesamtkonzentration, die gemäß Teil 1 berechnet wird:

Dioxine und Furane	0.1
--------------------	-----

1.5. Emissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für Kohlenstoffmonoxid (CO) in den Abgasen:

- 50 als Tagesmittelwert;
- 100 als Halbstundenmittelwert;
- 150 als Zehnminuten-Mittelwert.

Die zuständige Behörde kann Ausnahmen von den unter diesem Punkt festgesetzten Emissionsgrenzwerten für Abfallverbrennungsanlagen mit Wirbelschichtfeuerung genehmigen, sofern in der Genehmigung ein Emissionsgrenzwert für Kohlenstoffmonoxid (CO) von höchstens 100 mg/Nm³ als Stundenmittelwert festgelegt ist.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, kann die Regeln für die in diesem Punkt vorgesehenen Abweichungen festlegen.

2. Unter den in den Artikeln 5 und 6 beschriebenen Umständen geltende Emissionsgrenzwerte:

Die Gesamtstaubkonzentration der Emissionen einer Abfallverbrennungsanlage in die Luft darf unter keinen Umständen den Halbstundenmittelwert von 150 mg/Nm³ überschreiten. Die Grenzwerte gemäß den Punkten 1.2 und 1.5 b) für Emissionen von TOC und CO in die Luft dürfen nicht überschritten werden.

Teil 3 - Bestimmung der Grenzwerte für Emissionen in die Luft für die Abfallmitverbrennung

1. Die folgende Formel (Mischungsregel) ist anzuwenden, wenn ein spezifischer Gesamtemissionsgrenzwert "C" nicht in einer Tabelle dieses Teils angegeben ist.

Der Emissionsgrenzwert für jeden erfassten Schadstoff und für CO im Abgas, die bei der Mitverbrennung von Abfällen entstehen, ist wie folgt zu berechnen:

$$\frac{V_{\text{Abfall}} \times C_{\text{Abfall}} + V_{\text{Verfahren}} \times C_{\text{Verfahren}}}{V_{\text{Abfall}} + V_{\text{Verfahren}}} = C$$

V_{Abfall} : Abgasvolumen ausschließlich aus der Verbrennung von Abfällen, bestimmt anhand des Abfalls mit dem geringsten in der Genehmigung genannten Heizwert und bezogen auf die Bedingungen des vorliegenden Erlasses.

Beträgt die Wärmemenge aus der Verbrennung von gefährlichen Abfällen weniger als zehn Prozent der in der Anlage abgegebenen Gesamtwärmemenge, so ist der Wert V_{Abfall} anhand einer (angenommenen) Menge von Abfall zu berechnen, die unter Zugrundelegung einer unveränderlichen Gesamtwärmemenge bei der Verbrennung zehn Prozent dieser Gesamtwärmemenge entsprechen würde.

C_{Abfall} : Emissionsgrenzwerte für Abfallverbrennungsanlagen gemäß Teil 2.

$V_{\text{Verfahren}}$: Abgasvolumen aus dem in der Anlage angewandten Verfahren einschließlich der Verbrennung der zugelassenen und in der Anlage üblicherweise eingesetzten Brennstoffe (Abfälle ausgeschlossen), ermittelt auf der Grundlage der Bezugssauerstoffgehalte nach Unionsrecht oder nationalem Recht. Soweit für diese Anlagen keine Rechtsvorschriften bestehen, ist der tatsächliche Sauerstoffgehalt im Abgas ohne Verdünnung durch Zufuhr von Luft, die für das Verfahren nicht notwendig ist, zugrunde zu legen.

$C_{\text{Verfahren}}$: Emissionsgrenzwerte gemäß diesem Teil für bestimmte industrielle Tätigkeiten oder, in Ermangelung solcher Werte, Emissionsgrenzwerte der Anlagen, die die einzelstaatlichen Rechts- und Verwaltungsvorschriften für solche Anlagen bei der Verbrennung der üblicherweise zugelassenen Brennstoffe (Abfälle ausgeschlossen) einhalten. Bestehen solche Vorschriften nicht, so werden die in der Genehmigung festgelegten Emissionsgrenzwerte verwendet. Gibt es solche Genehmigungen nicht, so werden die tatsächlichen Massenkonzentrationen verwendet.

C : Gesamtemissionsgrenzwerte bei einem Sauerstoffgehalt, der in diesem Teil für bestimmte industrielle Tätigkeiten und Schadstoffe festgelegt ist, oder, in Ermangelung solcher Werte, Gesamtemissionsgrenzwerte, die in spezifischen Teilen der vorliegenden Anlage festgelegten Emissionsgrenzwerte ersetzen. Der Gesamtsauerstoffgehalt, der den Bezugssauerstoffgehalt ersetzt, wird auf der Grundlage des oben genannten Gehalts, unter Berücksichtigung der Teilvolumina, berechnet.
Alle Emissionsgrenzwerte werden bei einer Temperatur von 273,15 K, einem Druck von 101,3 kPa und nach Abzug des Wasserdampfgehalts des Abgases berechnet.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, kann die Regeln für die in diesem Teil vorgesehenen Abweichungen festlegen.

2. Besondere Vorschriften für Zementöfen, in denen Abfälle mitverbrannt werden.

2.1. Die Emissionsgrenzwerte gemäß den Punkten 2.2 und 2.3 gelten als Tagesmittelwerte für den Gesamtstaub, HCl, HF, NO_x, SO₂ und TOC (bei kontinuierlichen Messungen), als Mittelwerte bei einer Probenahmedauer von mindestens dreißig Minuten und höchstens acht Stunden für Schwermetalle und als Mittelwerte bei einer Probenahmedauer von mindestens sechs Stunden und höchstens acht Stunden für Dioxine und Furane.

Alle Werte beziehen sich auf einen Sauerstoffgehalt von zehn Prozent.

Halbstundenmittelwerte sind nur zur Berechnung der Tagesmittelwerte erforderlich.

2.2. C - Gesamtemissionsgrenzwerte (in mg/Nm³ ausgenommen für Dioxinen und Furane) für folgende Schadstoffe:

Schadstoff	C
Gesamtstaub	30
HCl	10
HF	1
NO _x	500
Cd + Tl	0,05
Hg	0,05
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5
Dioxine und Furane (ng/Nm ³)	0,1

Anmerkung

Bis zum 1. Januar 2016 kann die zuständige Behörde Ausnahmen für den NO_x-Grenzwert bei Lepolöfen und langen Drehrohröfen genehmigen, sofern in der Genehmigung ein Gesamtemissionsgrenzwert für NO_x von höchstens 800 mg/Nm³ vorgesehen ist.

2.3. C - Gesamtemissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für SO₂ und TOC:

Schadstoff	C
SO ₂	50
TOC	10

Die zuständige Behörde kann Ausnahmen für die unter diesem Punkt festgesetzten Emissionsgrenzwerte genehmigen, wenn der vorhandene COT und das SO₂ nicht durch die Mitverbrennung von Abfällen entstehen.

2.4. Gesamtemissionsgrenzwerte für CO

Die Emissionsgrenzwerte für CO werden durch die Sonderbedingungen festgelegt.

3. Besondere Vorschriften für Verbrennungsanlagen, in denen Abfälle mitverbrannt werden.

3.1. C-Verfahren ausgedrückt als Tagesmittelwerte (in mg/Nm³):

Diese Werte gelten bis zum 31. Dezember 2015 für die Verbrennungsanlagen, die vor dem 7. Januar 2013 zugelassen sind, oder für die die Betreiber einen Genehmigungsantrag vor diesem Datum eingereicht haben, unter Vorbehalt, dass die Anlagen spätestens am 7. Januar 2014 in Betrieb gesetzt werden.

Diese Werte gelten bis zum 6. Januar 2013 für die Verbrennungsanlagen, die nicht unter den ersten Absatz fallen.

Für die Ermittlung der thermischen Nennleistung der Verbrennungsanlagen sind die folgenden Aggregationsregeln anzuwenden:

* Werden die Abgase von zwei oder mehreren gesonderten Feuerungsanlagen über einen gemeinsamen Schornstein abgeleitet, so gilt die von solchen Anlagen gebildete Kombination als eine einzige Feuerungsanlage und für die Berechnung der Feuerungswärmeleistung werden ihre Kapazitäten addiert.

* Werden zwei oder mehrere gesonderte Feuerungsanlagen, für die am oder nach dem 1. Juli 1987 erstmals eine Genehmigung erteilt oder durch deren Betreiber zu diesem Zeitpunkt oder danach ein vollständiger Antrag auf eine Genehmigung eingereicht wurde, derart errichtet, dass ihre Abgase unter Berücksichtigung technischer und wirtschaftlicher Faktoren nach dem Urteil der zuständigen Behörde über einen gemeinsamen Schornstein abgeleitet werden könnten, so gilt die von solchen Anlagen gebildete Kombination als eine einzige Feuerungsanlage und für die Berechnung der Feuerungswärmeleistung werden ihre Kapazitäten addiert.

* Für die Berechnung der Feuerungswärmeleistung einer in den §§ 1 und 2 beschriebenen Kombination gesonderter Feuerungsanlagen werden einzelne Feuerungsanlagen mit einer Feuerungswärmeleistung von weniger als 15 MW nicht berücksichtigt.

Halbstundenmittelwerte sind nur zur Berechnung der Tagesmittelwerte erforderlich.

$C_{\text{Verfahren}}$ für feste Brennstoffe (ausgenommen Biomasse) (O_2 -Gehalt 6%):

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	850	200	200
NO _x	-	400	200	200
Staub	50	50	30	30

$C_{\text{Verfahren}}$ für Biomasse (O_2 -Gehalt 6%):

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	200	200	200
NO _x	-	350	300	200
Staub	50	50	30	30

$C_{\text{Verfahren}}$ für flüssige Brennstoffe (O_2 -Gehalt 3%):

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	850	400 bis 200 (lineare Abnahme von 100 bis 300 MWth)	200
NO _x	-	400	200	200
Staub	50	50	30	30

3.2. $C_{\text{Verfahren}}$ ausgedrückt als Tagesmittelwerte (in mg/Nm³):

Diese Werte gelten ab dem 1. Januar 2016 für die in Punkt 3.1, Absatz 1 des vorliegenden Teils erwähnten Verbrennungsanlagen und ab dem 7. Januar 2013 für die in Punkt 3.1, Absatz 2 erwähnten Verbrennungsanlagen. Für die Ermittlung der thermischen Nennleistung der Verbrennungsanlagen sind die in Punkt 3.1 des vorliegenden Teils festgelegten Aggregationsregeln anzuwenden. Halbstundenmittelwerte sind nur zur Berechnung der Tagesmittelwerte erforderlich.

3.2.1. $C_{\text{Verfahren}}$ für Feuerungsanlagen gemäß Punkt 3.1, Absatz 1 mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren.

$C_{\text{Verfahren}}$ für feste Brennstoffe (ausgenommen Biomasse) (O_2 -Gehalt sechs Prozent):

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	400 (für Torf: 300)	200	200
NO _x	-	300 (für Braunkohlestaub: 400)	200	200
Staub	50	30	25 (für Torf: 20)	20

$C_{\text{Verfahren}}$ für Biomasse (O_2 -Gehalt sechs Prozent):

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	200	200	200
NO _x	-	300	250	200
Staub	50	30	20	20

$C_{\text{Verfahren}}$ für flüssige Brennstoffe (O_2 -Gehalt 3%):

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	350	250	200
NO _x	-	400	200	150
Staub	50	30	25	20

3.2.2. $C_{\text{Verfahren}}$ für Feuerungsanlagen gemäß Punkt 3.1, Absatz 2 mit Ausnahme von Gasturbinen und Gasmotoren.

$C_{\text{Verfahren}}$ für feste Brennstoffe (ausgenommen Biomasse) (O_2 -Gehalt sechs Prozent):

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	400 (für Torf: 300)	200 (für Torf: 300, ausgenommen bei Wirbelschichtfeuerung: 250)	150 bei zirkulierender oder druckaufgeladener Wirbelschichtfeuerung oder im Falle der Torfverbrennung für alle Wirbelschichtfeuerungen: 200)

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
NOx	-	300 (für Torf: 250)	200	150 (bei Braunkohlestaubfeuerungen: 200)
Staub	50	20	20	10 (für Torf: 20)

C_{Verfahren} für Biomasse (O₂-Gehalt sechs Prozent):

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	200	200	150
NOx	-	250	200	150
Staub	50	20	20	20

C_{Verfahren} für flüssige Brennstoffe (O₂-Gehalt drei Prozent):

Schadstoffe	< 50 MWth	50 bis 100 MWth	100 bis 300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	350	200	150
NOx	-	300	150	100
Staub	50	20	20	10

3.3. Gesamtemissionsgrenzwerte für Schwermetalle (in mg/Nm³) ausgedrückt als Mittelwerte bei einer Probenahmedauer von mindestens dreißig Minuten und höchstens acht Stunden (O₂-Gehalt 6% für feste Brennstoffe und 3% für flüssige Brennstoffe)

Schadstoffe	C
Cd + Tl	0,05
Hg	0,05
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5

3.4. C — Gesamtemissionsgrenzwert (in ng/Nm³) für Dioxine und Furane ausgedrückt als Mittelwerte bei einer Probenahmedauer von mindestens sechs Stunden und höchstens acht Stunden (O₂-Gehalt sechs Prozent für feste Brennstoffe und drei Prozent für flüssige Brennstoffe).

Schadstoffe	C
Dioxine und Furane	0,1

4. Sondervorschriften für Abfallmitverbrennungsanlagen der nicht unter die Punkte 2 und 3 des vorliegenden Teils fallenden Industriezweige.

4.1. C — Gesamtemissionsgrenzwert (in ng/Nm³) für Dioxine und Furane, ausgedrückt als Mittelwerte bei einer Probenahmedauer von mindestens sechs Stunden und höchstens acht Stunden:

Schadstoffe	C
Dioxine und Furane	0,1

4.2. C — Gesamtemissionsgrenzwerte (in mg/Nm³) für Schwermetalle ausgedrückt als Mittelwerte bei einer Probenahmedauer von mindestens dreißig Minuten und höchstens acht Stunden:

Schadstoffe	C
Cd + Tl	0,05
Hg	0,05

Teil 4 - Emissionsgrenzwerte für Ableitungen von Abwasser aus der Abgasreinigung

Schadstoffe	Emissionsgrenzwerte für ungefilterte Proben (in mg/l, ausgenommen für Dioxine und Furane)	
	(95%)	(100%)
1. Suspendierte Feststoffe insgesamt	30	45
2. Quecksilber und Quecksilberverbindungen, gemessen als Quecksilber (Hg)	0,03	
3. Cadmium und Cadmiumverbindungen, gemessen als Cadmium (Cd)	0,05	
4. Thallium und Thalliumverbindungen, gemessen als Thallium (Tl)	0,05	
5. Arsen und Arsenverbindungen, gemessen als Arsen (As)	0,15	
6. Blei und Bleiverbindungen, gemessen als Blei (Pb)	0,2	
7. Chrom und Chromverbindungen, gemessen als Chrom (Cr)	0,5	

Schadstoffe	Emissionsgrenzwerte für ungefilterte Proben (in mg/l, ausgenommen für Dioxine und Furane)
8. Kupfer und Kupferverbindungen, gemessen als Kupfer (Cu)	0,5
9. Nickel und Nickelverbindungen, gemessen als Nickel (Ni)	0,5
10. Zink und Zinkverbindungen, gemessen als Zink (Zn)	1,5
11. Dioxine und Furane	0,3 ng/l

Teil 5 — Emissionsüberwachung

1. Messtechniken

1.1. Die Messungen zur Bestimmung der Konzentrationen der luft- und wassergefährdenden Stoffe müssen repräsentativ sein.

1.2. Die Probenahme und Analyse aller Schadstoffe, einschließlich Dioxine und Furane, sowie die Qualitätssicherung von automatisierten Messsystemen und die Referenzmessverfahren zur Kalibrierung dieser Systeme werden nach CEN-Normen durchgeführt. Sind keine CEN-Normen verfügbar, so werden ISO-, nationale Normen oder andere internationale Normen angewandt, die sicherstellen, dass Daten von gleichwertiger wissenschaftlicher Qualität ermittelt werden. Die automatisierten Messsysteme sind mindestens einmal jährlich durch Parallelmessungen unter Verwendung der Referenzmethoden einer Kontrolle zu unterziehen.

1.3. Die Emissionsgrenzwerte (Tagesmittelwerte) sind eingehalten, wenn die Einzelmesswerte der 95 % -Vertrauensbereiche, die für die Emissionsgrenzwerte bestimmt werden, die folgenden Prozentsätze der Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten:

Kohlenmonoxid:	10%
Schwefeldioxid:	20%
Stickstoffdioxid:	20%
Gesamtstaub:	30%
Organisch gebundener Gesamtkohlenstoff:	30%
Chlorwasserstoff:	40%
Fluorwasserstoff:	40%

Regelmäßige Messungen der Emissionen in die Luft und das Wasser sind gemäß den Punkten 1.1 und 1.2 durchzuführen.

1. Messungen in Bezug auf Luftschadstoffe

2.1. Folgende Messungen in Bezug auf Luftschadstoffe werden durchgeführt:

a) kontinuierliche Messung folgender Stoffe: NO_x, sofern Emissionsgrenzwerte festgelegt sind, CO, Gesamtstaub, TOC, HC1, HF, SO₂;

b) kontinuierliche Messung folgender Betriebskenngrößen: Temperatur in der Nähe der Innenwand oder an einer anderen, von der zuständigen Behörde genehmigten repräsentativen Stelle des Brennraums, Sauerstoffkonzentration, Druck, Temperatur und Wasserdampfgehalt des Abgases;

c) mindestens zweimal jährlich Messung der Schwermetalle sowie Dioxine und Furane; jedoch eine Messung mindestens alle drei Monate während der ersten zwölf Betriebsmonate.

2.2. Die Verweilzeit sowie die Mindesttemperatur und der Sauerstoffgehalt der Abgase sind in geeigneter Weise zu überprüfen, und zwar mindestens einmal bei der Inbetriebnahme der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage und unter den voraussichtlich ungünstigsten Betriebsbedingungen.

2.3. Die kontinuierliche Messung von Fluorwasserstoff (HF) kann entfallen, wenn für Chlorwasserstoff (HCl) Reinigungsstufen angewandt werden, die gewährleisten, dass der Emissionsgrenzwert für Chlorwasserstoff (HCl) nicht überschritten wird. In diesem Fall sind die Fluorwasserstoff-Emissionen (HF-Emissionen) in den unter Punkt 2.1 c) festgelegten Zeitabständen zu messen.

2.4. Die kontinuierliche Messung des Wasserdampfgehalts ist nicht notwendig, wenn die Abgasprobe vor der Emissionsanalyse getrocknet wird.

2.5. Die zuständige Behörde kann beschließen, auf kontinuierliche Messungen von HCl, HF und SO₂ in Abfallverbrennungsanlagen oder Abfallmitverbrennungsanlagen zu verzichten und regelmäßige Messungen gemäß Punkt 2.1 c) oder keine Messung vorzuschreiben, wenn der Betreiber nachweisen kann, dass die Emissionen dieser Schadstoffe unter keinen Umständen höher sein können als die festgelegten Emissionsgrenzwerte.

Die zuständige Behörde kann beschließen, bei bestehenden Abfallverbrennungsanlagen mit einer Nennkapazität von weniger als sechs Tonnen pro Stunde oder bestehenden Abfallmitverbrennungsanlagen mit einer Nennkapazität von weniger als sechs Tonnen pro Stunde auf kontinuierliche Messungen von NO_x zu verzichten und regelmäßige Messungen gemäß Punkt 2.1 c) vorzuschreiben, wenn der Betreiber auf der Grundlage von Angaben über die Beschaffenheit der betreffenden Abfälle, die eingesetzten Techniken und die Ergebnisse der Emissionsüberwachung nachweisen kann, dass die NO_x-Emissionen unter keinen Umständen höher sein können als der vorgeschriebene Emissionsgrenzwert.

2.6. In folgenden Fällen kann die zuständige Behörde beschließen, eine Messung alle zwei Jahre für Schwermetalle und eine Messung pro Jahr für Dioxine und Furane vorzuschreiben:

a) die Emissionen aus der Mitverbrennung oder Verbrennung von Abfall betragen unter allen Umständen weniger als 50% der Emissionsgrenzwerte;

b) die mitzuverbrennenden oder zu verbrennenden Abfälle bestehen nur aus bestimmten, sortierten brennbaren Fraktionen von nicht gefährlichen Abfällen, die zur Verwertung nicht geeignet sind und bestimmte Merkmale aufweisen und die auf der Grundlage der in Punkt c) genannten Bewertung näher spezifiziert werden;

c) der Betreiber kann auf der Grundlage von Angaben über die Beschaffenheit der betreffenden Abfälle sowie der Überwachung der Emissionen nachweisen, dass die Emissionen unter allen Umständen deutlich unter den Emissionsgrenzwerten für Schwermetalle sowie Dioxine und Furane liegen.

2.7. Die Ergebnisse der Messungen beziehen sich auf die in Teil 2 festgelegten oder gemäß Teil 3 berechneten Bezugssauerstoffkonzentrationen und auf die in Teil 6 angegebene Formel.

Wird Abfall in mit Sauerstoff angereicherter Atmosphäre verbrannt oder mitverbrannt, so können sich die Messergebnisse auf einen von der zuständigen Behörde festgelegten Sauerstoffgehalt beziehen, der den besonderen Umständen des Einzelfalles entspricht.

Werden die Schadstoffemissionen durch Abgasbehandlung in einer gefährliche Abfälle behandelnden Abfallverbrennungsanlage oder Abfallmitverbrennungsanlage verringert, ist die Umrechnung auf die in Absatz 1 festgelegten Sauerstoffgehalte nur zulässig, wenn der gemessene Sauerstoffgehalt im selben für den betreffenden Schadstoff maßgeblichen Zeitraum den zutreffenden Bezugssauerstoffgehalt überschreitet.

2. Messungen in Bezug auf Wasserschadstoffe

3.1. Am Ort der Abwassereinleitung sind die folgenden Messungen vorzunehmen:

- a) kontinuierliche Messung von pH-Wert, Temperatur und Durchfluss;
- b) tägliche Messungen der Gesamtmenge an suspendierten Feststoffen mittels punktueller Probenahme oder Messung einer durchflussproportionalen repräsentativen Probe über eine Dauer von 24 Stunden;
- c) mindestens monatliche Messung einer durchflussproportionalen repräsentativen Probe über eine Dauer von 24 Stunden von Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni und Zn;
- d) mindestens halbjährliche Messung der Dioxine und Furane; jedoch eine Messung mindestens alle drei Monate während der ersten zwölf Betriebsmonate.

3.2. Wird das bei der Abgasreinigung anfallende Abwasser am Standort gemeinsam mit anderen am Standort anfallenden Abwässern behandelt, so führt der Betreiber die Messungen wie folgt durch:

- a) am Abwasserstrom aus der Abgasreinigung vor der Ableitung in die gemeinsame Abwasserbehandlungsanlage;
- b) an den übrigen Abwasserströmen vor ihrer Einleitung in die gemeinsame Behandlungsanlage;
- c) an der Stelle, an der das Abwasser aus der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlage nach der Behandlung endgültig abgeleitet wird.

Teil 6 - Formel zur Berechnung der Emissionskonzentration zum Standardprozentsatz der Sauerstoffkonzentration

ES = berechnete Emissionskonzentration zum Standardprozentsatz der Sauerstoffkonzentration

EM = gemessene Emissionskonzentration

OS = Standardsauerstoffkonzentration

OM = gemessene Sauerstoffkonzentration

Teil 7 - Beurteilung der Einhaltung der Emissionsgrenzwerte

1. Grenzwerte für Emissionen in die Luft

1.1. Die Emissionsgrenzwerte für Luft gelten als eingehalten, wenn:

- a) keiner der Tagesmittelwerte irgendeinen in Teil 2, Punkt 1.1 oder Teil 3 festgelegten oder gemäß Teil 3 berechneten Emissionsgrenzwert überschreitet;
- b) entweder keiner der Halbstundenmittelwerte die Emissionsgrenzwerte in Spalte A der Tabelle in Teil 2, Punkt 1.2 überschreitet oder gegebenenfalls innerhalb eines Jahres siebenundneunzig Prozent der Halbstundenmittelwerte die Emissionsgrenzwerte in Spalte B der Tabelle in Teil 2, Punkt 1.2 nicht überschreiten;
- c) keiner der Mittelwerte in dem für Schwermetalle und Dioxine und Furane festgelegten Probenahmezeitraum die in Teil 2, Punkte 1.3 und 1.4 oder in Teil 3 festgelegten oder gemäß Teil 4 berechneten Emissionsgrenzwerte überschreitet;
- d) für Kohlenmonoxid (CO):
 - i) im Fall von Abfallverbrennungsanlagen:
 - mindestens siebenundneunzig Prozent der Tagesmittelwerte innerhalb eines Jahres den in Teil 2, Punkt 1.5, a) festgelegten Emissionsgrenzwert nicht überschreiten; und
 - mindestens fünfundneunzig Prozent aller während einer Zeitspanne von vierundzwanzig Stunden erfassten Zehnminuten-Mittelwerte oder alle während derselben Zeitspanne erfassten Halbstundenmittelwerte die in Teil 2, Punkt 1.5, b) und c) festgelegten Emissionsgrenzwerte nicht überschreiten
 - ii) im Fall von Abfallmitverbrennungsanlagen: die Bestimmungen von Teil 3 eingehalten werden.

1.2. Die Halbstundenmittelwerte und die Zehnminuten-Mittelwerte werden innerhalb der tatsächlichen Betriebszeit (ausschließlich der An- und Abfahrvorgänge, wenn kein Abfall verbrannt wird) aus den gemessenen Werten nach Abzug der in Teil 5, Punkt 1.3 angegebenen Vertrauensbereichswerte ermittelt. Die Tagesmittelwerte werden anhand dieser validierten Mittelwerte bestimmt.

Zur Ermittlung eines gültigen Tagesmittelwertes dürfen höchstens fünf Halbstundenmittelwerte an irgendeinem Tag wegen Nichtfunktionierens oder Wartung des Systems für die kontinuierlichen Messungen nicht berücksichtigt werden. Höchstens zehn Tagesmittelwerte pro Jahr dürfen wegen Nichtfunktionierens oder Wartung dieses kontinuierlichen Messsystems nicht berücksichtigt werden.

1.3. Die Mittelwerte des Probenahmezeitraums und die Mittelwerte bei regelmäßiger Messung von Fluorwasserstoff (HF), von Chlorwasserstoff (HCl) und von Schwefeldioxid (SO₂) werden gemäß den in Teil 5, Punkt 1 der vorliegenden Anlage, in Artikel 14, Absatz 2 des vorliegenden Erlasses, sowie in Artikel 19, Absatz 8, e) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten ermittelt.

2. Grenzwerte für Emissionen in Wasser

Die Emissionsgrenzwerte für Wasser gelten als eingehalten, wenn

- a) bei der Gesamtmenge an suspendierten Feststoffen fünfundneunzig Prozent und hundert Prozent der Messwerte die jeweiligen Emissionsgrenzwerte in Teil 4 nicht überschreiten;
- b) bei Schwermetallen (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni und Zn) bei nicht mehr als einer Messung pro Jahr die in Teil 4 festgelegten Emissionsgrenzwerte überschritten werden oder, wenn die zuständige Behörde mehr als zwanzig Probenahmen pro Jahr vorsieht, bei nicht mehr als fünf Prozent dieser Proben die in Teil 4 festgelegten Emissionsgrenzwerte überschritten werden;

c) bei Dioxinen und Furanen die Messergebnisse den in Teil 4 festgelegten Emissionsgrenzwert nicht überschreiten.
Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. Februar 2013 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen im Bereich der Abfallverbrennungs- oder Abfallmitverbrennungsanlagen als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 21. Februar 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201395]

21 FEBRUARI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 4, 5, 7, 8 en 9, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende verbrandings- en meeverbrandingsinstallaties voor afval;

Gelet op het advies 52.205/4 van de Raad van State, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Definities en toepassingsgebied

Artikel 1. Richtlijn 2010/75/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 24 november 2010 inzake industriële emissies (geïntegreerde preventie en bestrijding van verontreiniging) wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° biomassa : de volgende producten :

a) producten die bestaan uit plantaardig landbouw- of bosbouw materiaal dat gebruikt kan worden als brandstof om de energetische inhoud ervan te benutten;

b) de volgende afvalstoffen :

i. plantaardig afval uit land- en bosbouw; plantaardig afval uit land- en bosbouw;

ii. plantaardig afval van de levensmiddelenindustrie, indien de opgewekte warmte wordt teruggewonnen;

iii. vezelachtig plantaardig afval afkomstig van de productie van ruwe pulp en van de productie van papieruit pulp; indien het op de plaats van productie wordt meeverbrand en de opgewekte warmte wordt teruggewonnen;

iv. houtafval, met uitzondering van houtafval dat tengevolge van een behandeling met houtbeschermingsmiddelen of door het aanbrengen van een beschermingslaag gehalogeneerde organische verbindingen dan wel zware metalen kan bevatten wat in het bijzonder het geval is voor houtafval afkomstig van bouw- en sloofafval;

v. kurkafval;

2° nominale capaciteit : de gezamenlijke verbrandingscapaciteit van de ovens waaruit een afvalverbrandingsinstallatie of een afvalmeeverbrandingsinstallatie bestaat, zoals berekend door de fabrikant en bevestigd door de exploitant, met inachtneming van de verbrandingswaarde van het afval, uitgedrukt als de hoeveelheid afval die per uur kan worden verbrand;

3° schoorsteen : een structuur met één of meer afgaskanalen voor de afvoer van afgassen met het oog op de uitstoot ervan in de lucht;

4° inheemse vaste brandstof : een natuurlijk voorkomende vaste brandstof waarmee een speciaal voor die brandstof ontworpen stookinstallatie wordt gevoed en die plaatselijk wordt gewonnen;

5° afval : afvalstof als omschreven in artikel 2, 1°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

6° gevaarlijke afvalstoffen : gevaarlijke afvalstoffen als omschreven in artikel 2, 5°, van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

7° ongesorteerd stedelijk afval : huishoudelijk afval, alsmede bedrijfs-, industrieel en institutioneel afval dat qua aard en samenstelling te vergelijken is met huishoudelijk afval, behoudens de in afdeling 20 01 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een lijst van afvalstoffen fracties die afzonderlijk aan de bron worden ingezameld en de onder afdeling 20 02 van die bijlage genoemde andere afvalstoffen;

8° dioxinen en furanen : alle meervoudig gechlorideerde dibenzo-p-dioxinen en dibenzofuranen opgesomd in bijlage, deel 1;

9° stookolie : a) een uit aardolie verkregen vloeibare brandstof, met uitzondering van scheepsbrandstof, van GN-code 2710 19 25, 2710 19 29, 2710 19 45 of 2710 19 49, of

b) een uit aardolie verkregen vloeibare brandstof, met uitzondering van scheepsbrandstof, waarvan minder dan 65 volumepercent (met inbegrip van verliezen) bij 250 °C overdestilleert, en waarvan ten minste 85 volumepercent (met inbegrip van verliezen) bij 350 °C overdestilleert, gemeten met de ASTM-methode D86.

Deze bepaling geldt niet voor :

1° dieselbrandstoffen, m.a.w. stookolie ingedeeld onder de GN-code 2710 19 41 en gebruikt voor het aandrijven van de voertuigen bedoeld in de Richtlijnen 70/220/EEG van de Raad van 20 maart 1970 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen der lidstaten met betrekking tot de maatregelen die moeten worden genomen tegen de luchtverontreiniging door gassen afkomstig van motoren met elektrische ontsteking in motorvoertuigen en 88/77/EEG van de Raad van 3 december 1987 inzake de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lidstaten met betrekking tot de maatregelen die moeten worden genomen tegen de emissie van gasvormige verontreinigingen door dieselmotoren, bestemd voor het aandrijven van voertuigen;

2° de brandstoffen die worden gebruikt door niet voor de weg bestemde mobiele machines en landbouwtrekkers;

10° stookinstallatie : elk technisch toestel waarin brandstoffen worden geoxideerd teneinde de aldus opgewekte warmte te gebruiken;

11° afvalverbrandingsinstallatie : een vaste of mobiele technische eenheid en inrichting die specifiek bestemd is voor dethermische behandeling van afval, al dan niet met terugwinning van de geproduceerde verbrandingswarmte, door de verbranding door oxidatie van afval alsmede andere thermische behandelingsprocessen zoals pyrolyse, vergassing en plasmaproces, voor zover de producten van de behandeling vervolgens worden verbrand;

12° afvalmeeverbrandingsinstallatie : een vaste of mobiele technische eenheid die in hoofdzaak bestemd is voor de opwekking van energie of de fabricage van materiële producten waarin afval als normale of aanvullende brandstof wordt gebruikt, of waarin afval thermisch wordt behandeld voor verwijdering door de verbranding door oxidatie van afval alsmede andere thermische behandelingsprocessen zoals pyrolyse, vergassing en plasmaproces voor zover de producten van de behandeling vervolgens worden verbrand;

13° bestaande afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallatie : één van de volgende afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallaties die :

a) voor 28 december 2002 in bedrijf en vergund is;

b) voor afvalverbranding erkend of geregistreerd is en voor 28 december 2002 vergund is, voor zover ze uiterlijk 28 december 2003 in bedrijf is gesteld;

b) volgens de bevoegde autoriteit voor 28 december 2002 het voorwerp van een vergunningsaanvraag heeft uitgemaakt, voor zover ze uiterlijk 28 december 2004 in bedrijf is gesteld;

14° belangrijke wijziging : een wijziging van de aard of de werking, dan wel een uitbreiding van een installatie, een stookinstallatie, een afvalverbrandingsinstallatie of een afvalmeeverbrandingsinstallatie die significante negatieve effecten kan hebben op de gezondheid van de mens of op het milieu;

15° gasmotor : een verbrandingsmotor die werkt volgens deotto-cyclus en gebruik maakt van vonkontsteking of, in het geval van dual-fuelmotoren, compressieontsteking om brandstof te verbranden;

16° nieuwe afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallatie : nieuwe afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallatie die niet onder de definitie van punt 13 valt;

17° restafval : vloeibare of vaste afval geproduceerd door een afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallatie;

18° gasturbine : een roterende machine die thermische energie in arbeid omzet, in hoofdzaak bestaande uit een compressor, een thermisch toestel waarin brandstof wordt geoxideerd om het werkmedium te verhitten, en een turbine.

Art. 3. § 1. Dit besluit is van toepassing op afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties waar vaste of vloeibare afvalstoffen worden verbrand of meeverbrand, bedoeld in rubriek 90.24. van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

In de zin van dit besluit omvatten afvalverbrandingsinstallaties en afvalmeeverbrandingsinstallaties tevens alle verbrandingsstraten of meeverbrandingsstraten en de voorzieningen voor ontvangst, opslag en voorbehandeling ter plaatse van het afval, de systemen voor de toevoer van afval, brandstof en lucht, stoomketels, de voorzieningen voor het behandelen van afgassen, de voorzieningen voor de behandeling of opslag ter plaatse van residuen en afvalwater, de schoorstenen, alsook de apparatuur en de systemen voor de regeling van het verbrandings- of meeverbrandingsproces en voor de registratie en monitoring van de verbrandings- of meeverbrandingsomstandigheden.

Indien voor de thermische behandeling van afval gebruik wordt gemaakt van andere processen dan oxidatie, zoals pyrolyse, vergassing en plasmaproces, omvat de afvalverbrandingsinstallatie of de afvalmeeverbrandingsinstallatie zowel het proces voor thermische behandeling als het daaropvolgende verbrandingsproces.

Indien meeverbranding van afval zodanig plaatsvindt dat de installatie niet in hoofdzaak voor de opwekking van energie of de fabricage van materiële producten bestemd is, maar voor de thermische behandeling van afval, wordt de installatie beschouwd als een afvalverbrandingsinstallatie.

§ 2. Dit besluit is niet van toepassing op vergassings- en pyrolyse-installaties, voor zover de gassen die het resultaat zijn van deze thermische behandeling van afvalstoffen dermate worden gezuiverd dat zij vóór de verbranding ervan niet langer een afvalstof zijn en zij niet meer emissies kunnen veroorzaken dan die welke bij de verbranding van aardgas vrijkomen.

Dit besluit is niet van toepassing op de volgende installaties :

1° installaties waar uitsluitend de in artikel 2, 1°, b), opgesomde afvalstoffen worden verwerkt;

2° experimentele installaties voor onderzoek, ontwikkeling en beproeving ter verbetering van het verbrandingsproces waar per jaar minder dan 50 t afval wordt verwerkt.

HOOFDSTUK II. — *Uitbating*

Afdeling 1 — Algemene bepalingen

Art. 4. De terreinen van afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties, met de bijbehorende terreinen voor de opslag van afval, worden zodanig ontworpen en geëxploiteerd dat het ongeoorloofd en accidenteel vrijkomen van verontreinigende stoffen in bodem, oppervlaktewater en grondwater wordt voorkomen.

Art. 5. Onverminderd artikel 8, § 4, 3°, gaat de afvalverbrandingsinstallatie of de afvalmeeverbrandingsinstallatie, of gaan de afzonderlijke ovens die deel uitmaken van een afvalverbrandingsinstallatie of afvalmeeverbrandingsinstallatie, bij overschrijding van de emissiegrenswaarden in geen geval meer dan vier uur ononderbroken door met de verbranding van afval.

De totale tijdsduur gedurende welke een installatie in die omstandigheden in werking is, mag per jaar niet meer bedragen dan 60 uur.

De in het tweede lid vastgestelde tijdslimiet geldt voor die ovens die verbonden zijn met één enkel afgasreinigingsapparaat.

Art. 6. Bij uitval vermindert de exploitant de activiteit van de installatie zo spoedig mogelijk of legt hij de installatie stil tot dat normale werking opnieuw mogelijk is.

Afdeling 2. — Aflevering en inontvangstneming van afval

Art. 7. § 1. De exploitant van de afvalverbrandingsinstallatie of afvalmeeverbrandingsinstallatie treft in samenhang met de aflevering en inontvangstneming van de afvalstoffen alle nodige voorzorgsmaatregelen om de verontreiniging van lucht, bodem, oppervlaktewater en grondwater alsmede andere negatieve milieueffecten, geurhinder en geluidshinder en directe risico's voor de menselijke gezondheid te voorkomen of zoveel mogelijk te beperken

§ 2. De exploitant stelt, indien mogelijk overeenkomstig de afvalcategorieën bepaald in de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot vaststelling van een lijst van afvalstoffen, de massa van elke afvalsoort vast, voordat het afval bij de afvalverbrandingsinstallatie of afvalmeeverbrandingsinstallatie wordt aanvaard.

§ 3. Voordat gevaarlijke afvalstoffen bij de afvalverbrandingsinstallatie of afvalmeeverbrandingsinstallatie worden aanvaard, vergaart de exploitant de beschikbare informatie over de afvalstoffen teneinde te verifiëren of voldaan is aan de vergunningsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 19, § 6, en 46, § 6, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet du 11 mars 1999 betreffende de milieuvergunning.

Deze informatie behelst de volgende elementen :

1° alle administratieve informatie over het opwekkingsproces als vervat in de documenten bedoeld in § 4, 1°;

2° de fysische en, voor zover doenlijk, de chemische samenstelling van de afvalstoffen, alsmede alle overige benodigde gegevens voor de beoordeling van de geschiktheid van die stoffen voor het beoogde verbrandingsproces;

3° de gevaarlijke eigenschappen van de afvalstoffen, de stoffen waarmee zij niet mogen worden gemengd en de bij behandeling van de afvalstoffen te treffen voorzorgsmaatregelen.

§ 4. Voordat de gevaarlijke afvalstoffen bij de afvalverbrandingsinstallatie of afvalmeeverbrandingsinstallatie worden aanvaard, volgt de exploitant van de installatie ten minste de volgende procedures :

1° controle van de documenten die vereist zijn op grond van Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen, het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afvalstoffen, de bijzondere voorwaarden vervat in de vergunning van de installatie alsmede de wetgeving inzake het vervoer van gevaarlijke goederen;

2° behalve wanneer dit niet gepast is, bijvoorbeeld in het geval van gezondheidszorgafval met gevaar voor besmetting, representatieve bemonstering, zo mogelijk voordat de lading wordt gelost, om aan de hand van controles na te gaan of de monsters met de in lid 3 bedoelde informatie overeenstemmen en om het de bevoegde autoriteiten mogelijk te maken de aard van de behandelde afvalstoffen vast te stellen.

De onder 2° bedoelde monsters worden gedurende ten minste een maand na de verbranding of meeverbranding van de betrokken afvalstoffen bewaard.

§ 5. De §§ 2, 3 en 4 zijn niet van toepassing op de afvalverbrandingsinstallaties of afvalmeeverbrandingsinstallaties die deel uitmaken van een installatie bedoeld in bijlage XXIII bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen die uitsluitend binnen die installatie zelf geproduceerd afval verbranden of meeverbranden.

Afdeling 3. — Werking

Art. 8. § 1. De afvalverbrandingsinstallaties worden zo geëxploiteerd, dat een verbrandingsniveau wordt bereikt waarbij de totale hoeveelheid organische koolstof (TOC) in de slakken en de bodemas minder bedraagt dan 3 %, of hun gloeiverlies minder bedraagt dan 5 %, van het droge gewicht van het materiaal. Zo nodig moet het afval met passende technieken worden voorbehandeld.

§ 2. Afvalverbrandingsinstallaties worden zodanig ontworpen, uitgerust, gebouwd en geëxploiteerd dat, zelfs in de meest ongunstige omstandigheden, het bij de verbranding van het afval ontstane gas na de laatste toevoer van verbrandingslucht op beheerste en homogene wijze wordt verhit tot een temperatuur van ten minste 850 °C gedurende ten minste twee seconden.

Afvalmeeverbrandingsinstallaties worden zodanig ontworpen, uitgerust, gebouwd en geëxploiteerd dat, zelfs in de meest ongunstige omstandigheden, het bij de meeverbranding van het afval ontstane gas op beheerste en homogene wijze gedurende ten minste twee seconden wordt verhit tot een temperatuur van ten minste 850 °C.

Indien gevaarlijk afval met een gehalte van meer dan 1 % gehalogeneerde organische stoffen, uitgedrukt in chloor, wordt verbrand of meeverbrand, bedraagt de vereiste temperatuur om aan het eerste en het tweede lid te voldoen, ten minste 1100°C.

In afvalverbrandingsinstallaties wordt de in de eerste en de derde alinea bedoelde temperatuur gemeten dichtbij de binnenwand van de verbrandingskamer. De bevoegde autoriteit kan toestaan dat de metingen op een ander representatief punt van de verbrandingskamer worden uitgevoerd.

§ 3. Elke verbrandingskamer van een afvalverbrandingsinstallatie wordt uitgerust met ten minste één hulpbrander. Deze brander moet automatisch worden ingeschakeld wanneer de temperatuur van de verbrandingsgassen na de laatste toevoer van verbrandingslucht tot onder de in § 2 vastgestelde temperatuur zakt. Hij moet ook tijdens de inwerkingstelling en de stillegging van de installatie worden gebruikt teneinde ervoor te zorgen dat die temperatuur gedurende bedoelde werkzaamheden steeds wordt gehandhaafd zolang zich onverbrande afvalstoffen in de verbrandingskamer bevinden

Er worden geen brandstoffen naar de hulpbrander toegevoerd die hogere emissies kunnen veroorzaken dan bij het stoken van gasolie, vloeibaar gas of aardgas het geval is.

§ 4. Afvalverbrandingsinstallaties en afvalmeeverbrandingsinstallaties maken gebruik van een automatisch systeem ter voorkoming dat afval wordt toegevoerd in de volgende situaties :

1° bij het in werking stellen, totdat de in § 2 vastgestelde temperatuur dan wel de overeenkomstig artikel 9, eerste lid, aangegeven temperatuur is bereikt;

2° wanneer de in § 2 voorgeschreven temperatuur dan wel de overeenkomstig artikel 9, eerste lid, aangegeven temperatuur niet gehandhaafd blijft;

3° wanneer de continumetingen uitwijzen dat een emissiegrenswaarde wordt overschreden als gevolg van storingen of defecten in de afgasreinigingsapparatuur.

§ 5. De warmte die door afvalverbrandingsinstallaties of afvalmeeverbrandingsinstallaties wordt opgewekt, wordt voor zover doenlijk teruggewonnen.

§ 6. Infectieus ziekenhuisafval wordt direct in de oven geplaatst, zonder eerst met andere afvalcategorieën te worden vermengd en zonder rechtstreeks te worden aangeraakt.

§ 7. Afvalverbrandingsinstallaties of afvalmeeverbrandingsinstallaties worden geëxploiteerd en beheerd door een natuurlijke persoon die houder is van een diploma burgerlijk ingenieur, master in de wetenschappen, bio-ingenieur of industrieel ingenieur of van elk gelijkwaardig diploma of, bij gebreke daarvan, een attest ter bevestiging van ervaring inzake afvalbeheer.

Art. 9. Mits aan de overige voorschriften van dit besluit wordt voldaan, kan de bevoegde autoriteit voor bepaalde categorieën afval of voor bepaalde thermische processen voorzien in bijzondere voorwaarden die verschillen van die van artikel 8, §§ 1, 2 en 3 en, wat de temperatuur betreft, van § 4 van dat artikel.

Voor afvalverbrandingsinstallaties mag de wijziging van de exploitatievoorwaarden er niet toe leiden dat meer residuen of residuen met een hoger gehalte aan organische verontreinigende stoffen worden geproduceerd dan te verwachten is onder de in artikel 8, §§ 1, 2 en 3 genoemde voorwaarden.

De emissies van de totale hoeveelheid organische koolstof en koolmonoxide van afvalverbrandingsinstallaties die overeenkomstig lid 1 toestemming krijgen om afwijkende exploitatievoorwaarden toe te passen, dienen tevens te voldoen aan de emissiegrenswaarden die vastliggen in de bijlage, deel 2.

De emissies van de totale hoeveelheid organische koolstof van schorsovens in de papierpulp- en papierindustrie die afval meeverbranden op de plaats van productie, die vóór 28 december 2002 in bedrijf waren en over een vergunning beschikken en die overeenkomstig lid 1 toestemming krijgen om afwijkende exploitatievoorwaarden toe te passen, dienen tevens te voldoen aan de emissiegrenswaarden die vastliggen in de bijlage, deel 3.

Art. 10. Een wijziging van de exploitatie van een afvalverbrandingsinstallatie of een afvalmeeverbrandingsinstallatie waar uitsluitend ongevaarlijk afval wordt verwerkt in een installatie bedoeld in bijlage XXIII van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt, indien zij de verbranding of meeverbranding van gevaarlijk afval met zich meebrengt, beschouwd als een belangrijke wijziging.

HOOFDSTUK III. — *Lucht*

Art. 11. De afgassen van afvalverbrandingsinstallaties en afvalmeeverbrandingsinstallaties moeten op gecontroleerde wijze worden afgevoerd door een schoorsteen waarvan de hoogte zo wordt berekend dat de menselijke gezondheid en het milieu daardoor worden beschermd.

De emissies in de lucht van afvalverbrandingsinstallaties en afvalmeeverbrandingsinstallaties mogen de in deel 3 en deel 4 van de bijlage vastgestelde of overeenkomstig deel 3 van die bijlage bepaalde emissiegrenswaarden niet overschrijden

Wanneer in een afvalmeeverbrandingsinstallatie meer dan 40 % van de vrijkomende warmte afkomstig is van gevaarlijk afval, of wanneer in de installatie onbehandeld ongesorteerd stedelijk afval wordt meeverbrand, zijn de emissiegrenswaarden van deel 2 van de bijlage van toepassing

Als een installatie die ook het voorwerp uitmaakt van het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor verbrandingsinstallaties inheemse vaste brandstoffen stookt en afval meeverbrandt, wegens de kenmerken van die brandstof niet kan voldoen aan de C-proces-waarden voor zwaveldioxide zoals bepaald in de bijlage, deel 3, punt 3.1) of 3.2), kan de bevoegde autoriteit de in deel 5 van de bijlage bij het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden voor verbrandingsinstallaties vastgestelde minimumpercentages voor ontzwaveling toepassen, overeenkomstig de in deel 6 van die bijlage vastgestelde nalevingsvoorschriften. De waarde C-afvalstoffen bedoeld in de bijlage, deel 3, punt 1), is gelijk aan 0 mg/Nm³.

HOOFDSTUK IV. — *Water*

Art. 12. § 1. Lozingen in het aquatisch milieu van bij de reiniging van afgassen ontstaan afvalwater moeten worden beperkt en de concentraties van verontreinigende stoffen mogen de emissiegrenswaarden van deel 4 van de bijlage niet overschrijden.

§ 2. De emissiegrenswaarden zijn van toepassing op het punt waar het bij de reiniging van afgassen ontstane afvalwater door de afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallatie wordt geloosd.

Wanneer het bij de reiniging van afgassen ontstane afvalwater buiten de afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallatie wordt gezuiverd in een zuiveringsinstallatie die uitsluitend voor de zuivering van dit type afvalwater is bestemd, zijn de emissiegrenswaarden van deel 4 van de bijlage van toepassing op het punt waar het afvalwater de zuiveringsinstallatie verlaat

Als het bij de reiniging van afgassen ontstane afvalwater hetzij ter plaatse, hetzij op een andere locatie gezamenlijk met afvalwater uit andere bronnen wordt gezuiverd, bepaalt de exploitant aan de hand van passende massabalansberekeningen, met gebruikmaking van de meetresultaten als omschreven in de bijlage, deel 5, punt 3, hoe groot het aandeel van de emissies in de uiteindelijk geloosde hoeveelheid afvalwater is dat kan worden toegeschreven aan het bij de reiniging van afgassen ontstane afvalwater.

In geen geval mag afvalwater worden verdund om te voldoen aan de emissiegrenswaarden van deel 4 van de bijlage.

§ 3. Er moet worden voorzien in opvangcapaciteit voor van het terrein van de afvalverbrandings- of afvalmeeverbrandingsinstallatie wegvloeiend verontreinigd hemelwater en voor verontreinigd water dat afkomstig is van overlopen of brandbestrijding. De opvangcapaciteit dient zodanig te zijn, dat dit water, alvorens het wordt geloosd, zo nodig kan worden onderzocht en behandeld.

HOOFDSTUK V. — *Residuen*

Art. 13. Het ontstaan van residuen en de schadelijkheid daarvan worden tot een minimum beperkt. De residuen worden overeenkomstig het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen in de installatie zelf of daarbuiten gerecycleerd.

Vervoer en tussentijdse opslag van droge residuen in de vorm van stof geschieden op zodanige wijze dat verspreiding van die residuen in het milieu voorkomen wordt.

Voordat de methoden van verwijdering of recycling van de residuen worden vastgesteld, worden passende tests uitgevoerd om na te gaan welke de fysische en chemische eigenschappen en het verontreinigend vermogen van de residuen zijn. Die tests hebben betrekking op de totale oplosbare fractie en de oplosbare fractie zware metalen.

HOOFDSTUK VI. — *Controle*

Art. 14. De installatie en de werking van de geautomatiseerde meetsystemen zijn onderworpen aan controles en aan jaarlijkse verificatietest als omschreven in de bijlage, deel 5, punt 1.

De bijzondere voorwaarden bepalen de plaats van de bemonsterings- of meetpunten voor de monitoring van de emissies in de lucht en in water.

De monitoring van de emissies vindt plaats overeenkomstig de voorschriften in bijlage, deel 5 en deel 6.

Art. 15. Alle monitoringresultaten worden op zodanige wijze geregistreerd, verwerkt en gepresenteerd dat de toezichthoudend ambtenaar kan controleren of de in de vergunning opgenomen exploitatievoorwaarden en emissiegrenswaarden worden nageleefd.

Art. 16. De grenswaarden voor emissies in de lucht en in water worden geacht te worden nageleefd, indien wordt voldaan aan de voorwaarden opgesomd in de bijlage, deel 7.

Art. 17. § 1. De exploitant van een afvalverbrandingsinstallaties of afvalmeeverbrandingsinstallaties met een nominale capaciteit van twee ton of meer per uur omvat stuurt jaarlijks voor 31 maart een verslag aan de bevoegde autoriteit en aan de toezichthoudend ambtenaar.

Dat verslag betreft de werking van en de controle op de installatie en slaat op het vorige jaar.

Het verslag bevat minstens informatie over :

- 1° het verloop van de verrichtingen in vergelijking met de bepalingen opgenomen in de toekenningsbeslissing;
- 2° de emissies in de lucht en in water in vergelijking met de emissiegrenswaarden die in dit besluit vastliggen.

Dat verslag wordt beschikbaar gesteld voor het publiek.

§ 2. Bovendien maakt het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu, vertegenwoordigd door zijn directeur-generaal, jaarlijks de lijst op van de afvalverbrandingsinstallaties of afvalmeeverbrandingsinstallaties met een nominale capaciteit van twee ton of meer per uur. De lijst betreft het bestaan van genoemde installaties voor het vorige jaar. Die lijst wordt beschikbaar gesteld voor het publiek.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 18. Het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende verbrandings- en meeverbrandingsinstallaties voor afval wordt opgeheven.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 7 januari 2013, onverminderd de overgangsbepalingen waarin de bijlage voorziet.

Art. 20. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 februari 2013.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE

Technische bepalingen inzake afvalverbrandingsinstallaties en afvalmeeverbrandingsinstallaties

Deel 1. — **Equivalentiefactoren voor dibenzo-p-dioxinen en dibenzofuranen**

Voor de bepaling van de totale concentratie dioxines en furanen, worden de massaconcentraties van de volgende dibenzo-p-dioxinen en dibenzofuranen vermenigvuldigd met de volgende equivalentiefactoren voordat ze bij elkaar worden opgeteld :

	Toxische equivalentiefactor
2,3,7,8 - tetrachloordibenzodioxine (TCDD)	1
1,2,3,7,8 — pentachloordibenzodioxine (PeCDD)	0.5
1,2,3,4,7,8 — hexachloordibenzodioxine (HxCDD)	0.1
1,2,3,6,7,8 — hexachloordibenzodioxine (HxCDD)	0.1
1,2,3,7,8,9 — hexachloordibenzodioxine (HxCDD)	0.1
1,2,3,4,6,7,8 — heptachloordibenzodioxine (HpCDD)	0.01
octachloordibenzodioxine (OCDD)	0.001

	Toxische equivalentiefactor
2,3,7,8 — tetrachloordibenzofuraan (TCDF)	0.1
2,3,4,7,8 — pentachloordibenzofuraan (PeCDF)	0.5
1,2,3,7,8 — pentachloordibenzofuraan (PeCDF)	0.05
1,2,3,4,7,8 — hexachloordibenzofuraan (HxCDF)	0.1
1,2,3,6,7,8 — hexachloordibenzofuraan (HxCDF)	0.1
1,2,3,7,8,9 — hexachloordibenzofuraan (HxCDF)	0.1
2,3,4,6,7,8 — hexachloordibenzofuraan (HxCDF)	0.1
1,2,3,4,6,7,8 — heptachloordibenzofuraan (HpCDF)	0.01
1,2,3,4,7,8,9 — heptachloordibenzofuraan (HpCDF)	0.01
Octachloordibenzofuraan (OCDF)	0.001

Deel 2. — Grenswaarden voor emissies naar de lucht voor afvalverbrandingsinstallaties

1. Alle emissiegrenswaarden worden berekend bij een temperatuur van 273,15 K, een druk van 101,3 kPa en na correctie voor het waterdampgehalte van de afgassen. Zij worden gestandaardiseerd op 11 % zuurstof in afgas, behalve bij verbranding van afgewerkte minerale olie zoals gedefinieerd in artikel 1, 1°, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte oliën, die wordt gestandaardiseerd op 3 % zuurstof, en in de in deel 5, punt 2.7, bedoelde gevallen.

1.1. Gemiddelde dagelijkse emissiegrenswaarden voor de volgende verontreinigende stoffen (mg/Nm³)

Totaal stof	10
Gas- en dampvormige organische stoffen, uitgedrukt in totale organische koolstof (TOC)	10
Waterstofchloride (HCl)	10
Waterstoffluoride (HF)	1
Zwavel dioxide (SO ₂)	50
Stikstofmonoxide (NO) en stikstofdioxide (NO ₂), uitgedrukt in NO ₂ voor bestaande afvalverbrandingsinstallaties met een nominale capaciteit van meer dan 6 t per uur of nieuwe afval verbrandingsinstallaties	200
Stikstofmonoxide (NO) en stikstofdioxide (NO ₂), uitgedrukt in NO ₂ voor bestaande afval verbrandingsinstallaties met een nominale capaciteit van 6 t per uur of minder	400

1.2. Gemiddelde halfuurlijkse emissiegrenswaarden voor de volgende verontreinigende stoffen (mg/Nm³):

	(100 %) A	(97 %) B
Totaal stof	30	10
Gas- en dampvormige organische stoffen, uitgedrukt in totale organische koolstof (TOC)	20	10
Waterstofchloride (HCl)	60	10
Waterstoffluoride (HF)	4	2
Zwavel dioxide (SO ₂)	200	50
Stikstofmonoxide (NO) en stikstofdioxide (NO ₂), uitgedrukt in NO ₂ voor bestaande afvalverbrandingsinstallaties met een nominale capaciteit van meer dan 6 t per uur of nieuwe afval verbrandingsinstallaties	400	200

1.3. Gemiddelde emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor de volgende zware metalen over een bemonsteringsperiode van minimaal 30 minuten en maximaal acht uur :

Cadmium en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als cadmium (Cd)	Totaal : 0,05
Thallium en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als thallium (Tl)	
Kwik en kwikverbindingen, uitgedrukt als kwik (Hg)	0.05
Antimoon en antimoonverbindingen, uitgedrukt in antimoon (As)	Totaal : 0,5
Arseen en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als arseen (As)	
Lood en loodverbindingen, uitgedrukt als lood (Pb)	
Chroom en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als chroom (Cr)	
Kobalt en kobaltverbindingen, uitgedrukt als kobalt (Co)	
Koper en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als koper (Cu)	
Mangaan en mangaanverbindingen, uitgedrukt in mangaan (Mn)	
Nikkel en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als nikkel (Ni)	
Vanadium en vanadiumverbindingen, uitgedrukt in vanadium (V)	

Deze gemiddelden omvatten eveneens de gas- en dampvormige emissies van de betrokken zware metalen en de verbindingen daarvan.

1.4. Gemiddelde emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor dioxinen en furanen over een bemonsteringsperiode van minimaal zes en maximaal acht uur. De emissiegrenswaarde heeft betrekking op de totale concentratie dioxinen en furanen, berekend overeenkomstig deel 1 :

Dioxinen en furanen	0.1
---------------------	-----

1.5. De emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor koolmonoxide (CO) in de afgassen :

- een daggemiddelde van 50;
- een halvuurgemiddelde van 100;
- een 10-minutengemiddelde van 150.

De bevoegde autoriteit kan vrijstelling verlenen van de in dit punt vermelde emissiegrenswaarden voor afvalverbrandingsinstallaties die de wervelbedtechnologie gebruiken, mits in de vergunning een emissiegrenswaarde voor koolmonoxide (CO) van niet meer dan $100 \text{ mg}/\text{Nm}^3$ als uurgemiddelde is bepaald.

De Minister van Leefmilieu kan regels stellen voor de vrijstellingen waarin dit punt voorziet.

2. Emissiegrenswaarden die van toepassing zijn in de omstandigheden vermeld in de artikelen 5 en 6 :

De totale stof concentratie van de emissies in de atmosfeer van een afval verbrandingsinstallatie overschrijdt onder geen enkele voorwaarde een halvuurgemiddelde van $150 \text{ mg}/\text{Nm}^3$. De in de punten 1.2 en 1.5 b) vermelde grenswaarden voor TOC en CO voor emissies in de lucht mogen niet worden overschreden.

Deel 3. — Bepaling van de grenswaarden voor emissies naar de lucht in geval van meeverbranding van afval

1. Wanneer een specifieke totale emissiegrenswaarde "C" niet in een tabel in dit deel is opgenomen, moet de volgende formule (mengregel) worden toegepast.

De emissie grenswaarde voor elke relevante verontreinigende stof en voor CO in het afgas dat ontstaat bij de meeverbranding van afvalstoffen wordt als volgt berekend :

$$\frac{V_{\text{afval}} \times C_{\text{afval}} + V_{\text{proces}} \times C_{\text{proces}}}{V_{\text{afval}} + V_{\text{proces}}} = C$$

V_{afval} : Het volume afgas uitsluitend ten gevolge van de verbranding van afvalstoffen, bepaald op basis van de in de vergunning gespecificeerde afvalstof met de laagste calorische waarde en herleid tot de in dit besluit vastgestelde condities.

Indien de warmte die vrijkomt bij de verbranding van gevaarlijke afvalstoffen minder dan 10 % bedraagt van de totale in de installatie vrijkomende warmte, moet V_{afval} worden berekend op basis van een (theoretische) hoeveelheid afvalstoffen die bij verbranding, bij een vastgestelde totale vrijkomende warmte, 10 % van de vrijkomende warmte zou opleveren.

C_{afval} : De emissiegrenswaarde voor de in deel 2 vermelde afvalverbrandingsinstallaties

V_{proces} : Het volume afgas ten gevolge van het in de installatie plaatsgrijpend proces, met inbegrip van de verbranding van de toegestane normaal in de verbrandingsinstallatie gebruikte brandstoffen (geen afvalstoffen), bepaald op basis van het zuurstofgehalte waartoe de emissies herleid moeten worden, zoals vastgesteld in de wetgeving van de Unie of de nationale wetgeving. Ingeval er geen wetgeving voor dit soort installaties bestaat, moet het werkelijke zuurstofgehalte in het afgas, zonder verdunning door toevoeging van voor het verbrandingsproces onnodige lucht, worden gebruikt.

C_{proces} : De emissiegrenswaarde die in dit deel voor bepaalde industriële activiteiten is vastgesteld, of, indien een dergelijke waarde ontbreekt, de emissiegrenswaarde voor verbrandingsinstallaties die aan de voor die installaties geldende wettelijke en bestuursrechtelijke nationale bepalingen voldoen, wanneer daarin de normaal toegestane brandstoffen (geen afvalstoffen) worden gestookt. Bij ontbreken van dergelijke bepalingen wordt de in de vergunning vermelde emissiegrenswaarde gebruikt. Indien in de vergunning geen grenswaarde wordt vermeld, wordt de werkelijke massaconcentratie gebruikt.

C : De totale emissiegrenswaarde bij een zuurstofgehalte dat in dit deel voor bepaalde industriële activiteiten en bepaalde verontreinigende stoffen is vastgesteld, of, indien een dergelijke waarde ontbreekt, de totale emissiegrenswaarde die de in deze bijlage genoemde emissiegrenswaarde vervangt. Het totale zuurstofgehalte dat het zuurstofgehalte voor de herleiding vervangt, wordt berekend op basis van bovenstaand gehalte, rekening houdend met de partiële volumes.

Alle emissiegrenswaarden worden berekend bij een temperatuur van 273,15 K, een druk van 101,3 kPa en na correctie voor het waterdampgehalte van de afgassen.

De Minister van Leefmilieu kan regels stellen voor de vrijstellingen waarin dit deel voorziet.

2. Bijzondere voorschriften voor cementovens waarin afval wordt meeverbrand.

2.1. De in de punten 2.2 en 2.3 vastgestelde emissiegrenswaarden gelden als totale daggemiddelden voor stof, HCl, HF, NO_x, SO₂ en TOC (voor continuumetingen), als gemiddelden gedurende de bemonsteringsperiode van minimum 30 minuten en maximum 8 uur voor zware metalen en als gemiddelden voor een bemonsteringsperiode van minimum 6 uur en maximum 8 uur voor dioxinen en furanen.

Alle waarden worden herleid tot een zuurstofgehalte van 10 %.

Halvuurgemiddelden zijn enkel nodig voor de berekening van de daggemiddelden.

2.2. C - Totale emissiegrenswaarden (mg/Nm^3 behalve voor dioxinen en furanen) voor de volgende verontreinigende stoffen :

Verontreinigende stof	C
Totaal stof	30
HCl	10
HF	1

NOx	500
Cd + Tl	0,05
Hg	0,05
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5
Dioxinen en furanen (ng/Nm ³)	0,1

Nota :

Tot 1 januari 2016 kan de bevoegde autoriteit uitzonderingen op de NOx-grenswaarde voor Lepol-ovens en lange draaiovens toestaan, mits in de vergunning een totale emissiegrenswaarde voor NOx van ten hoogste 800 mg/Nm³ bepaald is.

2.3. C - Totale emissiegrenswaarden (mg/Nm³) voor SO₂ en TOC :

Verontreinigende stof	C
SO ₂	50
TOC	10

De bevoegde instantie mag voor de in dit punt vastgestelde emissiegrenswaarden vrijstellingen toekennen ingeval de TOC en SO₂ niet het gevolg zijn van de meeverbranding van afvalstoffen.

2.4. Totale emissiegrenswaarden voor CO

De bijzondere voorwaarden voorzien in emissiegrenswaarden voor CO.

3. Bijzondere voorschriften voor stookinstallaties waarin afval wordt meeverbrand

3.1. Als daggemiddelde uitgedrukt C_{proces} (mg/Nm³)

Deze waarden zijn van toepassing tot 31 december 2015 voor de verbrandingsinstallaties die voor 7 januari 2013 vergund zijn, of waarvoor de exploitanten voor die datum een vergunningsaanvraag hebben ingediend, op voorwaarde dat de installaties uiterlijk 7 januari 2014 in bedrijf gesteld worden.

Deze waarden zijn van toepassing tot 6 januari 2013 voor de verbrandingsinstallaties die niet onder het eerste lid vallen.

Het totaal nominaal thermisch vermogen van een stookinstallatie wordt bepaald aan de hand van de volgende samentellingsregels :

* Wanneer de afgassen van twee of meer afzonderlijke stookinstallaties via een gemeenschappelijke schoorsteen worden uitgestoten, wordt het samenstel van deze installaties als één stookinstallatie aangemerkt en wordt hun capaciteit samengeteld voor de berekening van het totale nominaal thermisch vermogen.

* Wanneer twee of meer afzonderlijke stookinstallaties waarvoor voor het eerst een vergunning is verleend op of na 1 juli 1987 of waarvoor de exploitanten op of na die datum een volledige aanvraag voor een vergunning hebben ingediend, zo worden geïnstalleerd dat hun afgassen naar het oordeel van de bevoegde autoriteit, met inachtneming van technische en economische omstandigheden, via één gemeenschappelijke schoorsteen zouden kunnen worden uitgestoten, wordt het samenstel van deze installaties als één stookinstallatie aangemerkt en wordt hun capaciteit samengeteld voor de berekening van het totale nominaal thermisch vermogen.

* Voor de berekening van het totale nominaal thermisch vermogen van een samenstel van stookinstallaties als bedoeld in de §§ 1 en 2, worden afzonderlijke stookinstallaties met een nominaal thermisch vermogen van minder dan 15 MW buiten beschouwing gelaten

Halfuurgemiddelden zijn enkel nodig voor de berekening van de daggemiddelden.

C_{proces} voor vaste brandstoffen, uitgezonderd biomassa (O₂-gehalte 6 %) :

Verontreinigende stof	< 50 MWth	50-100 MWth	100-300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	850	200	200
NOx	-	400	200	200
Stof	50	50	30	30

C_{proces} voor biomassa (O₂-gehalte 6 %) :

Verontreinigende stof	< 50 MWth	50-100 MWth	100-300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	200	200	200
NOx	-	350	300	200
Stof	50	50	30	30

C_{proc} voor vloeibare brandstoffen (O₂-gehalte 3 %) :

Verontreinigende stof	< 50 MWth	50-100 MWth	100-300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	850	400 to 200 (lineaire afname in bereik 100 tot 300 MWth)	200
NOx	-	400	200	200
Stof	50	50	30	30

3.2. Als daggemiddelde uitgedrukt C_{proc} (mg/Nm³) :

Deze waarden zijn van toepassing vanaf 1 januari 2016 voor de verbrandingsinstallaties bedoeld onder punt 3.1, eerste lid van dit deel, en vanaf 7 januari 2013 voor die bedoeld onder punt 3.1, tweede lid. Het totaal nominaal thermisch vermogen van een stookinstallatie wordt bepaald aan de hand van de onder punt 3.1. van dit deel vastgestelde samentellingsregels. Halfuurgemiddelden zijn enkel nodig voor de berekening van de daggemiddelden.

3.2.1. C_{proc} voor stookinstallaties als bedoeld onder punt 3.1, eerste lid, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren.

C_{proces} voor vaste brandstoffen, uitgezonderd biomassa (O₂-gehalte 6 %) :

Verontreinigende stof	< 50 MWth	50-100 MWth	100-300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	400 (voor turf : 300)	200	200
NOx	-	300 (bruinkoolstof : 400)	200	200
Stof	50	30	25 (voor turf : 20)	20

C_{proces} voor biomassa (O₂-gehalte 6 %) :

Verontreinigende stof	< 50 MWth	50-100 MWth	100-300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	200	200	200
NOx	-	300	250	200
Stof	50	30	20	20

C_{proc} voor vloeibare brandstoffen (O₂-gehalte 3 %) :

Verontreinigende stof	< 50 MWth	50-100 MWth	100-300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	350	250	200
NOx	-	400	200	150
Stof	50	30	25	20

3.2.2. C_{proc} voor stookinstallaties als bedoeld onder punt 3.1, tweede lid, met uitzondering van gasturbines en gasmotoren.

C_{proces} voor vaste brandstoffen, uitgezonderd biomassa (O₂-gehalte 6 %) :

Verontreinigende stof	< 50 MWth	50-100 MWth	100-300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	400 (voor turf : 300)	200 (voor turf : 300, behalve bij werfelbedverbranding : 250)	150 (bij circulerende werfelbedverbranding of werfelbedverbranding onder druk of, bij turfverbranding, voor alle vormen van werfelbedverbranding : 200)
NOx	-	300 (voor turf : 250)	200	150 (voor de verbranding van bruinkoolstof : 200)
Stof	50	20	20	10 (voor turf : 20)

C_{proces} voor biomassa (O₂-gehalte 6 %) :

Verontreinigende stof	< 50 MWth	50-100 MWth.	100-300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	200	200	150
NOx	-	250	200	150
Stof	50	20	20	20

C_{proc} voor vloeibare brandstoffen (O₂-gehalte 3 %) :

Verontreinigende stof	< 50 MWth	50-100 MWth	100-300 MWth	> 300 MWth
SO ₂	-	350	200	150
NOx	-	300	150	100
Stof	50	20	20	10

3.3. C - Totale emissiegrenswaarden voor zware metalen (mg/Nm^3) uitgedrukt in gemiddelden berekend over een bemonsteringsperiode van minimaal 30 minuten en maximaal 8 uur (O_2 -gehalte 6 % voor vaste brandstoffen, 3 % voor vloeibare brandstoffen)

Verontreinigende stof	C
Cd + Tl	0,05
Hg	0,05
Sb + As + Pb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V	0,5

3.4. C - Totale emissiegrenswaarde (ng/Nm^3) voor dioxinen en furanen uitgedrukt in gemiddelden berekend over een bemonsteringsperiode van minimaal zes uur en maximaal acht uur (O_2 -gehalte 6 % voor vaste brandstoffen, 3 % voor vloeibare brandstoffen).

Verontreinigende stof	C
Dioxinen en furanen	0,1

4. Bijzondere voorschriften voor meeverbrandingsafvalinstallaties in industriële sectoren die niet onder de punten 2 en 3 van dit deel vallen

4.1. C - Totale emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) voor dioxinen en furanen uitgedrukt in gemiddelden berekend over een bemonsteringsperiode van minimaal 6 uur en maximaal 8 uur :

Verontreinigende stof	C
Dioxinen en furanen	0,1

4.2. C - Totale emissiegrenswaarden (mg/Nm^3) zware metalen uitgedrukt in gemiddelden berekend over een bemonsteringsperiode van minimaal 30 minuten en maximaal 8 uur :

Verontreinigende stof	C
Cd + Tl	0,05
Hg	0,05

Deel 4. — Emissiegrenswaarden voor lozingen van afvalwater van de reiniging van afgassen

Verontreinigende stof	Emissiegrenswaarden voor niet-gefilterde monsters (mg/l behalve voor dioxinen en furanen)	
	(95 %)	(100 %)
1. Totale hoeveelheid zwevende deeltjes	30	45
2. Kwik en kwikverbindingen, uitgedrukt als kwik (Hg)	0,03	
3. Cadmium en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als cadmium (Cd)	0,05	
4. Thallium en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als thallium (Tl)	0,05	
5. Arseen en As verbindingen	0,15	
6. Lood en loodverbindingen, uitgedrukt als lood (Pb)	0,2	
7. Chroom en Cr verbindingen, uitgedrukt als chroom	0,5	
8. Koper en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als koper (Cu)	0,5	
9. Nikkel en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als nikkel (Ni)	0,5	
10. Zink en de verbindingen daarvan, uitgedrukt als zink (Zn)	1,5	
11. Dioxinen en furanen	0,3 ng/l	

Deel 5. — Emissie monitoring

1. Meettechnieken

1.1. Metingen ter bepaling van de concentratie van lucht- en waterverontreinigende stoffen moeten representatief zijn.

1.2. De bemonstering en analyse van alle verontreinigende stoffen, met inbegrip van dioxinen en furanen, de kwaliteitsborging van geautomatiseerde meetsystemen, evenals de referentiemetingen ter ijking daarvan, moeten worden uitgevoerd overeenkomstig de CEN/ISO-normen. Indien er geen CEN-normen bestaan, moeten ISO-normen, nationale normen of andere internationale normen worden toegepast die waarborgen dat gegevens van een gelijkwaardige wetenschappelijke kwaliteit worden verstrekt. Geautomatiseerde meetsystemen worden tenminste eenmaal per jaar aan de hand van parallelmetingen met de referentiemethoden gecontroleerd.

1.3. De waarden van de 95 % -betrouwbaarheidsintervallen van individuele metingen, bepaald bij de grenswaarden voor de dagelijkse emissie, mogen de volgende percentages van de emissiegrenswaarden niet overschrijden :

Koolmonoxide :	10 %
Zwavel dioxide :	20 %
Stikstofdioxide :	20 %
Totaal stof :	30 %
Totale hoeveelheid organische koolstof :	30 %
Waterstofchloride :	40 %
Waterstoffluoride :	40 %

De periodieke metingen van de emissies in de atmosfeer en het water worden uitgevoerd overeenkomstig de punten 1.1 en 1.2.

1. Meting van luchtverontreinigende stoffen

2.1. Wat verontreinigende stoffen in de lucht betreft worden de volgende metingen verricht :

a) continuumetingen van de volgende stoffen : NO_x, mits daarvoor emissiegrenswaarden zijn vastgesteld, CO, totale hoeveelheid stof, TOC, HCl, HF en SO₂;

b) continuumetingen van de volgende procesparameters : temperatuur dichtbij de binnenwand of op een door de bevoegde autoriteit toegestaan ander representatief punt van de verbrandingskamer, zuurstofconcentratie, druk, temperatuur en waterdampgehalte van het afgas;

c) ten minste twee metingen per jaar van zware metalen, dioxinen en furanen; gedurende de eerste werkingsperiode van twaalf maanden dient evenwel ten minste om de drie maanden een meting te worden verricht.

2.2. De verblijftijd, de minimumtemperatuur en het zuurstofgehalte van de afgassen worden op passende wijze gecontroleerd, en wel ten minste één keer wanneer de afval verbrandings- of meeverbrandingsinstallatie in werking wordt gesteld alsmede onder de meest ongunstige bedrijfsomstandigheden.

2.3. Continuumeting van HF mag achterwege blijven indien voor HCl behandelingsstappen worden gevolgd die waarborgen dat de emissiegrenswaarde voor HCl niet wordt overschreden. In dat geval worden de emissies van HF periodiek gemeten zoals bepaald in punt 2.1, onder c. In dat geval worden de emissies van HF periodiek gemeten zoals bepaald in punt 2.1, onder c.

2.4. Continuumeting van het waterdampgehalte is niet nodig indien de als monster gebruikte afgassen worden gedroogd alvorens de emissies worden geanalyseerd.

2.5. De bevoegde autoriteit kan oordelen dat in afvalverbrandings- of meeverbrandingsinstallaties geen continuumetingen van HCl, HF en SO₂ dienen te worden uitgevoerd, maar wel periodieke metingen als bepaald in punt 2, onder c), of dat geen metingen moeten worden verricht indien de exploitant kan aantonen dat de emissies van genoemde verontreinigende stoffen in geen geval hoger kunnen zijn dan de vastgestelde emissiegrenswaarden

De bevoegde autoriteit kan besluiten dat het in bestaande installaties met een nominale capaciteit van minder dan 6 t per uur niet nodig is continuumetingen voor NO_x uit te voeren, maar wel periodieke metingen als bedoeld in punt 2.1, onder c), indien de exploitant aan de hand van informatie betreffende de kwaliteit van het betrokken afval, de gebruikte technologieën en de resultaten van de emissie monitoring kan aantonen dat de uitstoot van NO_x in geen geval de vastgestelde emissiegrenswaarden kan overschrijden.

2.6. De bevoegde autoriteit kan voorschrijven voor zware metalen één meting om de twee jaar te verrichten, en voor dioxinen en furanen één meting per jaar op voorwaarde dat :

a) de emissies als gevolg van verbranding of meeverbranding van afval in alle omstandigheden minder dan 50 % bedragen van de emissiegrenswaarden;

b) het te verbranden of mee te verbranden afval uitsluitend bestaat uit bepaalde gesorteerde brandbare fracties ongevaarlijk afval dat niet recyclebaar is en aan bepaalde kenmerken voldoet, en dat nader omschreven wordt op basis van de in punt c) genoemde beoordeling;

c) de exploitant aan de hand van informatie over de kwaliteit van het afval in kwestie en monitoring van de emissies kan bewijzen dat de emissies onder alle omstandigheden aanmerkelijk lager liggen dan de emissiegrenswaarden voor dioxinen, furanen en zware metalen.

2.7. De resultaten van de metingen worden gestandaardiseerd aan de hand van de in deel 2 vermelde genormaliseerde zuurstofgehalten of berekend overeenkomstig deel 3 en de in deel 6 vastgestelde formule.

Wanneer afval in een met zuurstof verrijkte atmosfeer wordt verbrand of meeverbrand, mogen de meetresultaten worden herleid tot een door de bevoegde instantie vastgesteld zuurstofgehalte dat de bijzondere omstandigheden van het specifieke geval weerspiegelt.

Worden de emissies van verontreinigende stoffen verminderd door behandeling van het afgas in een afvalverbrandings- of meeverbrandingsinstallatie waarin gevaarlijke afvalstoffen worden behandeld, dan geschiedt standaardisering voor de in de eerste alinea vermelde zuurstofgehalten enkel en alleen indien het over dezelfde periode als voor de betrokken verontreinigende stof gemeten zuurstofgehalte hoger is dan het relevante standaardzuurstofgehalte.

2. Meting van waterverontreinigende stoffen

3.1. De volgende metingen worden uitgevoerd op het lozingspunt van het afvalwater :

a) continuumetingen van de pH, de temperatuur en het debiet;

b) dagelijkse steekproefmetingen van de totale hoeveelheid zwevende deeltjes of metingen van een met het debiet evenredige steekproef over een periode van 24 uur;

c) ten minste maandelijks metingen van een met het debiet evenredige representatieve steekproef over een periode van 24 uur van Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni en Zn;

d) ten minste elke zes maanden van dioxinen en furanen; gedurende de eerste exploitatieperiode van twaalf maanden dient evenwel ten minste om de drie maanden een meting te worden uitgevoerd.

3.2. Wanneer het afvalwater dat bij de reiniging van afgassen ontstaat, ter plaatse gezamenlijk met afvalwater uit andere bronnen van de plaats van de installatie wordt gezuiverd, verricht de exploitant de metingen :

a) op de afvalwaterstroom van de afgasreinigingsprocessen vóór de uitmonding daarvan op de gezamenlijke afvalwaterzuiveringsinstallatie;

b) op de andere afvalwaterstroom of -stromen vóór de uitmonding daarvan op de gezamenlijke afvalwaterzuiveringsinstallatie;

c) op het punt waar het afvalwater na de zuivering uiteindelijk door de afvalverbrandingsinstallatie of de meeverbrandingsinstallatie wordt geloosd.

Deel 6. — Formule voor de berekening van de emissieconcentratie bij genormaliseerd zuurstofgehalte

ES	= berekende emissieconcentratie bij genormaliseerd zuurstofgehalte
EM	= gemeten emissieconcentratie
OS	= genormaliseerd zuurstofgehalte
OM	= gemeten zuurstofgehalte

Deel 7. — Beoordeling van de naleving van de emissiegrenswaarden

1. Grenswaarden voor emissies in de lucht

1.1. Aan de emissiegrenswaarden voor lucht wordt geacht voldaan te zijn wanneer :

a) geen van de daggemiddelden hoger is dan een in punt 1.1 van deel 2 of in deel 3 vermelde of overeenkomstig deel 3 berekende emissiegrenswaarde;

b) ofwel geen van de halfuurgemiddelden hoger is dan een van de in kolom A van de tabel onder punt 1.2 van deel 2 vermelde emissiegrenswaarden ofwel, in voorkomend geval, 97 % van de halfuurgemiddelden over het jaar niet hoger liggen dan een van de in kolom B van de tabel onder punt 1.2 van deel 2 vermelde emissiegrenswaarden

c) geen van de gemiddelden over de voor zware metalen en dioxinen en furanen vastgestelde bemonsteringsperiode hoger is dan een in de punten 1.3 en 1.4 van deel 2 of in deel 3 vermelde of overeenkomstig deel 3 berekende emissiegrenswaarde;

d) voor koolmonoxide (CO) :

i) voor afvalverbrandingsinstallaties :

— ten minste 97 % van de daggemiddelden gedurende één jaar de in punt 1.5, onder a), van deel 2 vastgestelde emissiegrenswaarden niet overschrijden en

— ten minste 95 % van alle 10-minutengemiddelden gedurende een willekeurige periode van 24 uur (1) of alle halfuurgemiddelden tijdens diezelfde periode de in punt 1.5, onder b) en c), van deel 2 vastgestelde emissiegrenswaarden niet overschrijden;

ii) voor afvalmeeverbrandingsinstallaties : voldaan is aan de bepalingen van deel 3.

1.2. De halfuurgemiddelden en de 10-minutengemiddelden worden bepaald binnen de tijd dat de installatie werkelijk in werking is (niet inbegrepen de voor de inwerkingstelling en stillegging benodigde tijd, wanneer dan geen afvalstoffen worden verbrand) op basis van de meetwaarden nadat daarvan de waarde van het betrouwbaarheidsinterval van punt 1.3 van deel 5 is afgetrokken.

Een daggemiddelde is slechts geldig indien voor de betrokken dag niet meer dan vijf halfuurgemiddelden als gevolg van defecten of het onderhoud van het systeem voor continuumetingen buiten beschouwing zijn gelaten. Per jaar mogen niet meer dan tien daggemiddelden ten gevolge van defecten of onderhoud van het continuumetingssysteem buiten beschouwing worden gelaten.

1.3. De gemiddelden over de bemonsteringsperiode en de gemiddelden in het geval van periodieke metingen van HF, HCl en SO₂ worden bepaald overeenkomstig de modaliteiten bedoeld in deel 5, punt 1, van deze bijlage, in artikel 14, tweede lid van dit besluit, alsook in artikel 19, achtste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

2. Emissiegrenswaarden voor waterlozingen

De emissiegrenswaarden voor lozingen in water worden geacht te zijn nageleefd indien :

a) bij metingen van de totale hoeveelheid zwevende deeltjes 95 % en 100 % van de meetwaarden de respectieve emissiegrenswaarden van deel 4 niet overschrijden;

b) bij metingen van zware metalen (Hg, Cd, Tl, As, Pb, Cr, Cu, Ni and Zn) niet meer dan eenmaal per jaar de emissiegrenswaarden van deel 4 overschreden worden; of, indien de bevoegde autoriteit meer dan 20 steekproeven per jaar voorschrijft, bij niet meer dan 5 % van deze steekproeven de emissiegrenswaarden van deel 4 overschreden worden;

c) bij de resultaten van de metingen van dioxinen en furanen de emissiegrenswaarde van deel 4 niet overschreden wordt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 februari 2013 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende afvalverbrandings- en afvalmeeverbrandingsinstallaties.

Namen, 21 februari 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY